



Assemblée générale

Soixante-douzième session

3^e séance plénière

Mardi 19 septembre 2017, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Lajčák (Slovaquie)

La séance est ouverte à 9 h 5.

Point 110 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/72/1)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la décision prise à sa 2^e séance plénière, le 15 septembre 2017, l'Assemblée générale entendra une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/72/1), au titre du point 110 de l'ordre du jour.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je remercie humblement les membres de l'Assemblée générale de la confiance qu'ils ont placée en moi lorsqu'ils m'ont choisi pour servir les peuples du monde. « Nous, peuples des Nations Unies » et l'Organisation tout entière devons faire face à de graves problèmes. Notre monde est en difficulté. Des êtres humains souffrent et la colère gronde. L'insécurité gagne du terrain, les inégalités s'accroissent, les conflits se propagent, les changements climatiques s'accroissent. Les pays sont de plus en plus dépendants les uns des autres sur le plan économique, mais notre sentiment d'appartenance à une communauté mondiale semble s'estomper. Les sociétés éclatent et les discours politiques se polarisent. La confiance à l'intérieur des pays et entre les pays

s'érode sous l'influence de tous ceux qui cherchent à diaboliser autrui et à semer la discorde. Face aux divisions qui ébranlent notre monde, nous devons agir pour faire régner la paix. Je suis fermement convaincu qu'ensemble nous pouvons instaurer la paix, rétablir la confiance et bâtir un monde meilleur pour tous.

Je voudrais aujourd'hui mettre l'accent sur sept menaces ou épreuves auxquelles nous devons faire face. Pour chacune d'elles, les dangers sont indéniables. Mais si nous agissons véritablement comme des nations unies, nous pouvons trouver des solutions.

La première est le péril nucléaire. Il devrait être impensable que les armes nucléaires soient utilisées par quiconque. Rien ne saurait justifier ne serait-ce que la menace du recours à ces armes. Or, aujourd'hui, partout dans le monde, les craintes suscitées par les armes nucléaires sont à leur paroxysme depuis la fin de la guerre froide. La peur est bien réelle. Des millions d'êtres humains vivent dans la terreur des actes de provocation que sont les essais nucléaires et les tirs de missiles de la République populaire démocratique de Corée. En République populaire démocratique de Corée, ces essais ne contribuent en rien à améliorer le sort de ceux qui souffrent de la faim et subissent de graves violations de leurs droits fondamentaux.

Je condamne ces actes sans appel. J'engage la République populaire démocratique de Corée et tous les États Membres à se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de sécurité. La résolution 2375 (2017), adoptée à l'unanimité la semaine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

17-29129(F)



Document adapté

Merci de recycler



dernière, renforce les sanctions et adresse un message sans équivoque à la République populaire démocratique de Corée pour qu'elle respecte ses obligations internationales. J'exhorte le Conseil de sécurité à continuer de présenter un front uni. Ce n'est qu'ainsi que l'on parviendra à dénucléariser la péninsule coréenne et, comme il est affirmé dans la résolution, qu'une solution diplomatique à la crise pourra être trouvée.

La montée des tensions et les erreurs d'appréciation vont souvent de pair. Des propos incendiaires peuvent entraîner des malentendus irrémédiables. La solution doit être politique et les dirigeants doivent faire preuve de sagesse. Réagissons! Ne nous laissons pas entraîner dans la guerre. Plus largement, il faut que tous les pays fassent preuve d'une plus grande volonté d'atteindre l'objectif universel qu'est l'édification d'un monde sans armes nucléaires. C'est aux États dotés d'armes nucléaires qu'il incombe tout particulièrement de montrer l'exemple. Aujourd'hui, la prolifération représente un redoutable péril et le désarmement est au point mort. Il faut prévenir la prolifération et promouvoir le désarmement sans plus tarder. Ces objectifs vont de pair : les progrès dans un domaine entraîneront des progrès dans l'autre.

En deuxième lieu, qu'il me soit permis d'aborder la menace mondiale qu'est le terrorisme. Rien ne justifie les actes de terrorisme : ni la cause défendue ni les torts à redresser. Le terrorisme continue de semer la mort et la dévastation et le bilan ne cesse de s'alourdir. Le terrorisme détruit des sociétés, déstabilise des régions et nous détourne d'entreprises plus productives. Les mesures de lutte contre le terrorisme prises aux niveaux national et multilatéral ont permis de désorganiser des réseaux, de reprendre le contrôle de certains territoires, de prévenir des attaques et de sauver des vies. Nous devons aller plus loin. Le renforcement de la coopération internationale demeure crucial.

Je remercie l'Assemblée générale d'avoir approuvé l'une de mes premières réformes : je veux parler de la création du Bureau de lutte contre le terrorisme. L'année prochaine, j'ai l'intention de convoquer la toute première réunion des dirigeants des organismes nationaux chargés de la lutte contre le terrorisme de façon à instaurer un nouveau partenariat international de lutte contre le terrorisme. Mais il ne suffit pas de combattre les terroristes sur les champs de bataille ni de tarir leurs sources de financement. Mais il ne suffit pas de combattre les terroristes sur les champs de bataille ni de tarir leurs sources de financement. Nous devons

redoubler d'efforts pour nous attaquer aux racines de la radicalisation, notamment les injustices, réelles ou perçues, les taux de chômage élevés et les problèmes rencontrés par la jeunesse. Les dirigeants politiques, religieux et communautaires ont le devoir de s'élever contre la haine : ils doivent être des modèles de tolérance et de modération. Ensemble, nous devons utiliser à plein les instruments des Nations Unies et faire plus pour venir en aide aux survivants. Nous savons d'expérience qu'il est contreproductif de réprimer à outrance et de prendre des mesures excessivement dures. Dès que nous nous autoriserons à penser que les violations des droits de l'homme et des libertés démocratiques sont nécessaires pour gagner la bataille, nous aurons perdu la guerre.

La troisième menace est celle que représentent les conflits qui ne sont pas réglés et les violations systématiques du droit international humanitaire. Nous sommes tous sous le choc de l'escalade brutale des tensions confessionnelles dans l'État rakhine, au Myanmar. Poussées par le désespoir, plus de 400 000 personnes ont fui la persécution, la discrimination, la radicalisation et la répression violente, véritable cercle vicieux qui menace la stabilité de la région. Je prends note de l'allocution faite aujourd'hui par la Conseillère d'État Aung San Suu Kyi, et de son intention d'appliquer le plus rapidement possible les recommandations de la Commission consultative sur l'État rakhine, qui était présidée par Kofi Annan. Mais j'insiste à nouveau sur le fait que les autorités du Myanmar doivent mettre un terme aux opérations militaires, permettre l'accès sans entrave des secours humanitaires et reconnaître le droit des réfugiés de rentrer chez eux en toute sécurité et dans la dignité. Elles doivent aussi apporter une réponse aux griefs des Rohingya, dont le statut est en suspens depuis trop longtemps.

Personne ne sort vainqueur des conflits d'aujourd'hui. Que ce soit en Syrie, au Yémen, au Soudan du Sud, dans la région du Sahel, en Afghanistan ou ailleurs, la paix passe exclusivement par des solutions politiques. Ne nous leurrons pas. Nous ne pourrions pas éliminer le terrorisme si nous ne réglons pas les conflits qui provoquent le désordre où les extrémistes violents prospèrent. La semaine dernière, j'ai annoncé la création d'un Comité consultatif de haut niveau sur la médiation. Les éminentes personnalités qui le composeront nous permettront de mieux négocier la paix dans le monde. L'ONU a entrepris de nouer des partenariats plus étroits avec de grandes organisations régionales, telles que l'Union africaine, l'Union européenne, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération

islamique. Nous continuons à renforcer et à moderniser le maintien de la paix de façon à protéger les civils et à sauver des vies dans le monde. Depuis mon entrée en fonctions, je me suis attaché à réunir les parties aux conflits, et ceux qui ont une influence sur elles. Je fonde de grands espoirs en la réunion qui se tiendra demain au sujet de la Libye. Le mois dernier, je me suis rendu en Israël et en Palestine. Nous devons sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix pour éviter que la violence s'intensifie. Nous devons redonner confiance aux peuples. La solution des deux États demeure la seule voie possible. Nous devons nous efforcer de la faire appliquer sans plus attendre.

Qu'il me soit permis de parler sans détour : trop souvent, les belligérants sont convaincus que la guerre est la seule réponse. Ils peuvent se dire prêts à parvenir à un compromis, mais leurs actes démentent souvent leurs propos et montrent qu'ils veulent à tout prix remporter la victoire sur le plan militaire. Les violations du droit international humanitaire sont monnaie courante et l'impunité règne. Les civils paient le plus lourd tribut, les femmes et les filles étant soumises à des actes de violence et d'oppression systématiques. Ce que j'ai vécu dans mon pays et les années passées au service des Nations Unies m'ont prouvé qu'il était possible de tourner le dos à la guerre et de faire régner la paix, de dire non à la dictature et de faire le choix de la démocratie. Continuons de tout miser sur la diplomatie aujourd'hui pour que la prévention des conflits soit notre priorité demain.

Quatrièmement, les changements climatiques ébranlent tous nos espoirs. 2016 a été l'année la plus chaude de tous les temps et les 10 dernières années ont été plus chaudes que jamais. Les températures moyennes continuent de grimper partout dans le monde, les glaciers reculent et le permafrost disparaît. Des millions d'êtres humains sont menacés par l'élévation du niveau de la mer et les bouleversements climatiques de toutes sortes; les pertes matérielles se chiffrent quant à elles en milliers de milliards. Le nombre de catastrophes naturelles a été multiplié par quatre depuis 1970. Les États-Unis, suivis par la Chine, l'Inde, les Philippines et l'Indonésie, ont connu le plus grand nombre de catastrophes depuis 1995 – plus de 1 600, soit une tous les cinq jours. Je veux exprimer ma solidarité avec les habitants des Caraïbes et des États-Unis, qui viennent de subir l'ouragan Irma, la plus longue tempête de catégorie 5 jamais enregistrée. Et Maria est déjà en route.

Même si nous devons nous garder d'établir systématiquement un lien entre tel ou tel phénomène météorologique et les changements climatiques, il n'en demeure pas moins que les modèles scientifiques montrent sans équivoque que les phénomènes extrêmes que nous connaissons actuellement correspondent précisément à la nouvelle réalité d'une planète en voie de réchauffement. Nous avons dû inventer des mots pour décrire ce qui se passe : nous parlons désormais de mégaouragans, de super-tempêtes, de « bombes de pluie ». Il est grand temps de réduire les émissions qui nous conduisent au suicide. Nous en savons suffisamment aujourd'hui pour agir : les preuves scientifiques sont irréfutables. J'exhorte les gouvernements à mettre en oeuvre l'Accord de Paris, un instrument qui fait date, et à aller bien au-delà. Je félicite les villes qui se fixent des objectifs audacieux. J'accueille favorablement les initiatives prises par des milliers d'entreprises privées, y compris des sociétés pétrolières et gazières, qui font le pari d'un avenir propre, celui d'un avenir vert. Comme le montrent les marchés énergétiques, l'économie verte est une économie qui marche. Et la baisse du coût des énergies renouvelables est l'une des nouvelles les plus prometteuses pour la planète. De même, de plus en plus d'éléments montrent que l'économie peut prospérer quand les émissions diminuent. De nouveaux marchés, des emplois en plus grand nombre et de nouveaux créneaux créent des possibilités économiques qui se chiffrent en milliers de milliards. Les faits sont là. Les solutions aussi. Il appartient désormais aux dirigeants de rattraper le retard.

(l'orateur poursuit en français)

Cinquièmement, les inégalités croissantes minent les fondements de la société et le contrat social. L'intégration des économies mondiales, l'expansion du commerce et les avancées technologiques spectaculaires ont apporté des bienfaits remarquables. Plus de personnes se sont extirpées de la pauvreté extrême que jamais auparavant. La classe moyenne mondiale est aussi plus importante que jamais, et davantage de personnes vivent plus longtemps et en meilleure santé. Mais les progrès ne sont pas équitables. Nous voyons des disparités criantes dans les revenus, l'égalité des chances et l'accès aux résultats de la recherche et de l'innovation. Huit hommes représentent autant de richesse mondiale que la moitié de l'ensemble de l'humanité. Des régions, des pays et des communautés entières restent loin des vagues de progrès et de croissance, livrés à eux-mêmes dans les « Rust Belts » de notre monde. Et cette exclusion a un prix : frustration, aliénation, instabilité.

Mais nous avons un plan visant à changer le cap – pour parvenir à une mondialisation équitable. Ce plan est le Programme 2030.

La moitié de notre monde est de sexe féminin. La moitié de notre monde a moins de 25 ans. Nous ne pouvons pas atteindre les objectifs de développement durable sans tirer parti du pouvoir des femmes et nous appuyer sur l'énorme énergie des jeunes. Et nous savons à quelle vitesse peut s'opérer la transformation de nos jours. Nous savons qu'avec une richesse et des actifs mondiaux équivalents à des milliards, nous ne sommes pas en manque de financements. Trouvons la sagesse d'utiliser les outils, les plans et les ressources déjà entre nos mains pour parvenir à un développement durable et bénéfique à tous – un objectif en soi mais aussi notre meilleur instrument de prévention des conflits.

Le côté obscur de l'innovation est la sixième menace que nous devons affronter et il est passé de la frontière à la porte d'entrée. La technologie continuera d'être au cœur des progrès partagés. Mais l'innovation, aussi essentielle soit-elle pour l'humanité, peut avoir des conséquences imprévues. Les menaces liées à la cybersécurité s'accroissent. La guerre cybernétique devient de moins en moins une réalité cachée. Elle est de plus en plus capable de perturber les relations entre États et de détruire certaines des structures et des systèmes de la vie moderne. Les progrès dans le cyberspace peuvent certes autonomiser les personnes, mais ce qu'on appelle le « dark Web » montre que certains utilisent ce potentiel pour nuire et asservir. L'intelligence artificielle est une nouvelle donnée qui peut stimuler le développement et améliorer les conditions de vie de façon spectaculaire. Mais elle peut aussi avoir un effet dramatique sur les marchés du travail et, en fait, sur la société mondiale et sur le tissu social même. Le génie génétique est passé des pages de la science-fiction au marché, mais il a engendré de nouveaux dilemmes éthiques non résolus. À moins qu'elles ne soient traitées de manière responsable, ces avancées pourraient causer des dommages incalculables.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Les gouvernements et les organisations internationales ne sont tout simplement pas préparés à cette nouvelle situation. La régulation, telle que nous la connaissons, est inopérante. Il est clair que, face à de telles tendances et capacités, nous avons besoin d'un nouveau mode de réflexion stratégique, d'une pensée éthique et de nouvelles réglementations. L'ONU est le lieu où les États Membres, la société civile, les

entreprises et les universitaires peuvent se rassembler et débattre de la voie à suivre, dans l'intérêt de tous.

(l'orateur reprend en anglais)

En dernier lieu, permettez-moi de parler de la mobilité humaine, qui pour moi n'est pas une menace, même si certains la considèrent ainsi. La mobilité pose des problèmes particuliers, mais si elle est bien gérée, elle peut unir notre monde. Soyons clairs : nous ne faisons pas seulement face à une crise des réfugiés, mais aussi à une crise de solidarité. Les pays ont le droit de contrôler leurs frontières. Mais cela ne doit pas se faire au détriment des droits des personnes qui cherchent ailleurs un avenir meilleur. Au lieu de fermer nos portes et d'afficher notre hostilité, nous devons rétablir l'intégrité du régime de protection des réfugiés et simplement retrouver le sens de la compassion. L'ampleur du problème n'est pas insurmontable pourvu que, partout dans le monde, chacun assume pleinement sa part de responsabilité. Mais de nombreux États ne se sont pas montrés à la hauteur de la situation. Je félicite les pays qui ont accueilli des millions de personnes déplacées de force, avec un sens admirable de l'hospitalité. Nous devons redoubler d'efforts pour les aider dans cette tâche.

De même, nous devons tout mettre en oeuvre pour faire face aux enjeux migratoires. La réalité est que la majorité des migrants se déplacent de façon ordonnée et apportent bien des choses aux pays qui les accueillent et à leurs pays d'origine. C'est lorsque les migrations ne respectent pas les règles que les risques apparaissent – pour les États, mais surtout pour les migrants eux-mêmes au cours de leur dangereux voyage.

Les migrations existent depuis toujours. Et elles continueront à exister, à cause des changements climatiques, de l'évolution démographique, de l'instabilité, des inégalités croissantes, des marchés du travail et de la volonté de mener une vie meilleure. La réponse passe par l'instauration d'une coopération internationale qui aidera à encadrer les migrations de sorte que les bénéfices qu'elles apportent soient plus largement répartis et que les droits fondamentaux de toutes les personnes concernées soient protégés. Mais ma longue expérience me permet de vous dire que la plupart des gens préfèrent réaliser leurs aspirations sans quitter leur pays d'origine. Nous devons nous employer ensemble à leur offrir cette possibilité. Migrer devrait être un choix, et non une nécessité.

Il faut aussi que la communauté internationale s'engage plus fermement à lutter contre les trafiquants et à protéger leurs victimes. Mais nous ne mettrons pas fin aux tragédies qui se déroulent en mer Méditerranée, dans la mer d'Andaman et ailleurs si nous ne facilitons pas les migrations régulières, dans l'intérêt des migrants comme des pays.

Je suis moi-même un migrant, comme bon nombre d'entre vous. Mais il ne serait venu à l'idée de personne que je puisse risquer ma vie à bord d'une embarcation de fortune ou traverser un désert à l'arrière d'un camion pour trouver un emploi dans un pays autre que mon pays d'origine. Migrer dans de bonnes conditions de sécurité ne devrait pas être le privilège de l'élite mondiale. Ni les réfugiés, ni les déplacés, ni les migrants ne sont un problème; le problème tient aux conflits, à la persécution et à la misère inéluctable.

Je souffre de voir la façon dont on dépeint les réfugiés et les migrants et dont on les prend pour boucs émissaires; je souffre de voir des responsables politiques exploiter le ressentiment à des fins électorales. Dans le monde contemporain, il n'y a pas de société qui ne devienne multiculturelle, multiethnique et multireligieuse. Cette diversité doit être vue comme une richesse et non comme une menace. Mais pour qu'elle porte ses fruits, nous devons agir en faveur de la cohésion sociale, de sorte que chacun ait le sentiment que son identité est respectée et qu'il est un membre à part entière de la collectivité.

Nous devons réformer notre monde et je suis résolu à réformer l'Organisation des Nations Unies, notre organisation. Ensemble, nous nous sommes engagés sur la voie d'une réforme globale qui nous permettra de bâtir un système des Nations Unies pour le développement qui aide les États à améliorer le sort des populations; de renforcer notre capacité de préserver la paix et la sécurité et de protéger les droits de l'homme; et d'adopter des méthodes de gestion qui aillent dans le sens de nos objectifs au lieu d'entraver notre action. Nous avons adopté une nouvelle stratégie de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles axée sur les victimes. Nous avons aussi une stratégie pour parvenir à la parité des sexes dans le système des Nations Unies et avons déjà fait des progrès.

Notre raison d'être est de servir les peuples du monde, d'alléger leurs souffrances et de les aider à réaliser leurs aspirations. Nous venons de différentes régions du monde. Nos cultures, nos religions, nos traditions offrent une grande diversité et une grande

richesse. Parfois nos intérêts divergent. Parfois même, nous sommes en conflit ouvert. C'est justement pour cela que nous avons besoin des Nations Unies. C'est pour cela que le multilatéralisme est plus important que jamais. Nous disons être la communauté internationale. Il nous faut donc agir comme une communauté internationale. Ce n'est qu'ensemble, en tant que nations unies, que nous pouvons tenir les promesses de la Charte et aider chacun à vivre dans la dignité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Déclaration du Président

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de prononcer ma déclaration, je tiens à exprimer notre solidarité avec le peuple de la Dominique, victime des ravages causés cette nuit par l'ouragan Maria. Nos pensées vont aux autres pays qui se préparent à affronter la force de cette tempête et qui, pour nombre d'entre eux, viennent tout juste de subir les effets de l'ouragan Irma.

J'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à tous les membres présents à New York pour le débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. J'aurais aimé prononcer aujourd'hui un discours différent de celui que j'ai préparé. J'aurais aimé pouvoir mettre en exergue une longue liste d'exemples dans lesquels la médiation et une action rapide ont réussi à prévenir des conflits. J'aurais préféré n'évoquer que des populations qui se déplacent ou migrent par choix, et non par désespoir. Il aurait été formidable de féliciter toutes les personnes ici présentes d'avoir honoré leurs engagements en matière de climat et d'avoir relégué la pauvreté extrême aux livres d'histoire. J'espère que quelqu'un, à terme, sera en mesure de prononcer un tel discours depuis cette tribune de marbre, mais ce ne pourra pas être moi aujourd'hui. Au lieu de cela, les conflits restent une réalité hideuse de notre monde. Les civils, et non les soldats, en paient le prix le plus élevé. Les écoles et les hôpitaux, et non les casernes militaires, sont la cible d'attaques.

Je me dois également de parler aujourd'hui des plus de 65 millions de personnes qui ont dû quitter leur foyer, parce qu'elles ont été forcées de le faire, et non parce qu'elles le voulaient. Je dois saisir l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui dans le cadre de mon discours pour parler d'autres défis majeurs, notamment la pauvreté persistante, les inégalités croissantes, les attaques terroristes aveugles et les effets des changements climatiques qui vont s'aggravant. Ce sont

là autant de défis mondiaux – chaque pays est aux prises avec l'un d'entre eux au moins – mais ce sont aussi des défis individuels, touchant à la vie de chaque personne.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y ait rien dont nous puissions nous réjouir aujourd'hui. Nous avons fait une promesse collective à l'humanité en souscrivant aux objectifs de développement durable. Nous nous sommes mobilisés en faveur d'accords de paix, tels que celui que nous avons vu en Colombie. Nous avons dit « Ça suffit! » s'agissant des changements climatiques en signant l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Cela étant, nous ne sommes pas ici aujourd'hui pour nous attarder sur nos réalisations passées. Nous sommes ici pour songer à l'avenir. Nous allons entendre des visions, des idées, mais aussi des critiques et des préoccupations au cours de la semaine à venir. Elles permettront d'orienter l'action de l'ONU face aux problèmes mondiaux les plus urgents qu'elle s'attache à résoudre. Je suis également certain que les représentants ici présents les emporteront chez eux et qu'elles influenceront sur leur travail en tant que dirigeants du monde. Je vais maintenant ouvrir le bal en décrivant ma vision pour la soixante-douzième session.

Premièrement, la paix et la prévention doivent être au centre de tout ce que fait l'ONU. En effet, si on lit la Charte des Nations Unies, il n'y a que cinq références à la guerre. En revanche, le mot « paix » apparaît 47 fois. Malheureusement, nous consacrons trop de temps et d'argent à réagir aux conflits, et pas assez à les prévenir. Nous devons recentrer nos efforts autour de la paix et de la prévention. C'est le seul moyen de garantir que l'ONU s'acquittera de la mission pour laquelle elle a été créée.

Je veux être clair. Donner la priorité à la paix et à la prévention ne veut pas dire demander davantage de ressources de l'extérieur. L'ONU a déjà à sa disposition la plupart des outils dont elle a besoin. Ce qui nous manque, ce sont les conditions pour pouvoir les utiliser comme il convient. Les résolutions sur la pérennisation de la paix (la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité) doivent être le premier outil que nous utilisons. Elles nous mettent au défi de renforcer notre réponse aux crises avant qu'elles ne provoquent le déclenchement ou la reprise d'un conflit. Elles appellent à mettre un accent renouvelé sur la prévention. Si nous voulons que cette vision se concrétise, ces résolutions doivent être

appliquées. J'espère contribuer à ce processus au cours de ma présidence.

La prévention doit occuper une plus grande partie des travaux de l'Assemblée générale. Cela sera important dans le cadre de l'examen en cours des opérations de paix des Nations Unies ainsi que dans celui de notre coopération avec le nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme. La prévention doit également être mieux intégrée dans le travail que nous faisons en matière de droits de l'homme et de développement. Lorsque les populations peuvent vivre une vie décente, que leurs droits sont respectés et que l'état de droit est présent dans la vie quotidienne, il est plus difficile de voir une société sombrer dans le conflit.

Deuxièmement, il faut accorder une plus grande priorité à l'être humain, et ce, parce que l'ONU n'a pas été créée pour les diplomates ou les dignitaires; elle a été créée pour être au service des gens. Nous savons que beaucoup ont perdu leurs illusions, mais nous savons aussi que beaucoup d'autres de par le monde placent en nous de grands espoirs. Ils voient dans la bannière bleue des Nations Unies un premier signe de sécurité et le début du changement. L'un des plus grands tests pour nous sera le processus d'adoption du premier pacte mondial pour les migrations, et je dois être franc ici – ce sera un processus difficile. La question des migrations est très controversée. Nous avons tous un avis différent, mais nous ne pouvons pas faire de cette question un exercice bureaucratique. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un accord qui ne fonctionne que sur le papier.

Le terrorisme international est un autre défi majeur qui exige que l'on accorde la priorité à l'être humain. Ce n'est pas un problème qui peut être réglé par la force des armes ou endigué par des barrières. Les gens sont au centre de la question. Ce sont eux qui contribuent à sa solution. Ce sont eux qui en souffrent. La seule façon de réussir dans ces deux domaines sera de mettre l'accent sur l'être humain plutôt que de nous en tenir rigide à nos positions individuelles. Nous avons besoin ici de cadres mondiaux viables qui puissent être mis en œuvre par les gens et pour les gens en temps réel.

Je voudrais cependant souligner une chose. Nous n'avons pas droit à l'échec. Si nous échouons, comment pouvons-nous prétendre que l'ONU est la meilleure instance pour faire face aux défis mondiaux? Cela donnera raison à ceux qui n'attendent plus rien de l'ONU, et il sera très difficile pour les autres de garder espoir.

Cet accent mis sur l'être humain doit également être plus fortement ressenti dans le domaine humanitaire. L'accès à l'ONU et l'aide à ceux qui en ont besoin ne peuvent être compromis par quelque partie que ce soit. Les violations du droit international humanitaire sont trop fréquentes, et ceux qui commettent ces crimes ont trop rarement à rendre des comptes.

Enfin, nous devons tenir les promesses que nous avons faites de promouvoir la prospérité et protéger la planète. En adoptant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques, nous avons pris un engagement clair. Nous avons promis d'améliorer les conditions de vie de tous les peuples et de garantir l'avenir de la planète sur laquelle nous vivons. Toutefois, nous ne pourrions pas y parvenir sans mobiliser des ressources financières suffisantes. Nous ne pouvons rester assis à attendre patiemment que des milliards de dollars se matérialisent. Nous devons nous mobiliser pour trouver ces fonds, ce qui supposera une collaboration accrue avec le secteur privé et les institutions financières.

Je considère que les domaines prioritaires que sont la paix et la prévention, l'être humain, et la planète et la prospérité sont les trois côtés d'un même triangle. Ils ne sont peut-être pas tous de la même longueur ou de la même largeur, mais ils sont tout aussi importants l'un que l'autre. Je suis persuadé que ce triangle nous montrera la voie à suivre pour offrir à notre monde des perspectives prometteuses.

N'oublions pas les autres questions importantes que nous devons systématiquement prendre en compte. Les droits de l'homme sont essentiels; ni la paix ni le développement ne peuvent s'instaurer sans eux. Nous ne devons pas oublier que nous avons beaucoup à faire s'agissant de l'égalité entre les sexes. Le leadership et la participation des femmes doivent être une priorité dans les situations de conflit et de paix.

La réforme de l'ONU sera également l'une des grandes priorités. Il faut engager un dialogue ouvert et inclusif entre les États Membres sur les propositions de réforme faites par le Secrétaire général. Je m'emploierai à faciliter ce processus et collaborerai étroitement avec les États Membres pour renforcer le rôle de l'Assemblée générale. Je promouvrai par ailleurs un processus crédible s'agissant de la réforme du Conseil de sécurité.

Enfin, l'ONU doit davantage ouvrir ses portes. Nous devons renforcer notre collaboration avec un large éventail de parties prenantes, y compris les organisations

régionales et sous-régionales, la société civile et le secteur privé. Nous devons entendre davantage la voix des jeunes dans cette salle.

Avant de terminer, je voudrais faire une observation personnelle. Je voudrais dire que nous ne pouvons pas appeler à mettre un terme aux pratiques habituelles et ensuite ne rien changer à nos méthodes de travail. Si nous voulons modifier la façon dont l'ONU opère dans le monde, nous devons commencer ici à New York. Cela peut vouloir dire un changement institutionnel, mais aussi un changement dans la façon dont nous travaillons au quotidien. Nous pouvons avoir un véritable dialogue au lieu d'une succession de monologues. Nous pouvons nous concentrer sur le nombre de concessions que nous pouvons faire dans un esprit de compromis, et non essayer d'en faire le moins possible. Nous pouvons regarder au-delà de nos positions et objectifs individuels pour comprendre la raison pour laquelle l'ONU est là et ce qu'elle essaie de faire.

Je n'ai peut-être pas pu prononcer un discours satisfaisant aujourd'hui, en nous félicitant collectivement d'avoir fait de ce monde un monde meilleur, mais tout au long de cette année, je m'emploierai à accroître les chances qu'un jour un de mes successeurs ait ce grand privilège. Je souhaite à l'Assemblée des délibérations couronnées de succès, et je suis confiant qu'elles seront dans l'intérêt et au bénéfice de tous.

Avant de donner la parole au premier orateur, je voudrais rappeler aux membres que la liste des orateurs pour le débat général a été établie sur la base du principe accepté par tous que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune afin de permettre à tous les orateurs inscrits pour une séance de prendre la parole. Je demande toutefois aux orateurs de prononcer leur déclaration à une vitesse raisonnable de sorte que l'interprétation puisse être correctement assurée dans les autres langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale lors de précédentes sessions, à savoir qu'il est vivement déconseillé d'adresser des félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale après le prononcé d'une déclaration. À cet égard, j'aimerais inviter les orateurs, une fois leur discours prononcé, à sortir de la salle de l'Assemblée générale par la salle GA-200, située derrière le podium, avant de regagner leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter la même procédure pendant le débat général de la soixante-douzième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Enfin, j'appelle l'attention des membres sur le fait que, pendant le débat général, des photographies officielles de tous les orateurs sont prises par le Département de l'information. Les membres qui souhaitent se procurer ces photographies sont priés de contacter la photothèque de l'ONU.

Allocution de M. Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

M. Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Temer (*parle en portugais; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection. Vous pouvez compter sur l'appui sans faille de la délégation brésilienne.

C'est également un plaisir pour moi que de saluer le Secrétaire général dans notre langue commune, le portugais. Une fois de plus, je lui souhaite plein succès durant son mandat.

Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies a été confrontée à de multiples défis. Par ailleurs, nous savons tous bien que les aspirations de ses fondateurs n'ont pas été pleinement réalisées. Cela étant, la vérité est qu'au cours de ces 72 dernières années, l'ONU a toujours incarné et incarne toujours l'espoir. La vérité est que l'ONU a toujours incarné et incarne toujours la possibilité d'un monde plus juste; un monde de paix et de prospérité; un monde dans lequel personne ne connaît la discrimination, l'oppression et la pauvreté; un monde où les modes de production et de consommation sont compatibles avec le bien-être des générations présentes et futures.

L'ONU s'est imposée comme un cadre privilégié pour construire le monde auquel nous aspirons. Pour construire ce monde, il nous faut des méthodes appropriées et du réalisme, mais sans jamais perdre de vue nos idéaux. En cette période de l'histoire, caractérisée par des incertitudes et une instabilité manifestes, il est évident qu'il nous faut recourir davantage à la diplomatie et aux négociations, pas moins. Il nous faut recourir davantage au multilatéralisme et au dialogue, pas moins. Nous attendons certainement plus de l'ONU. Nous attendons de l'ONU qu'elle soit plus légitime et plus efficace.

C'est pour cette raison qu'aux côtés de nombreux autres pays, nous défendons l'impératif de réformer l'ONU. Tout particulièrement, il faut augmenter le nombre des membres du Conseil de sécurité pour que celui-ci soit adapté aux réalités du XXI^e siècle. Nous devons satisfaire aux revendications de l'écrasante majorité des membres l'Assemblée générale sans plus tarder.

Il ne faut pas penser que les idées qui se sont révélées erronées par le passé peuvent donner de bons résultats aujourd'hui. Nous rejetons le nationalisme extrême sous ses diverses formes. Nous ne croyons pas que le protectionnisme soit une solution aux problèmes économiques. Pour résoudre ces problèmes, il faut apporter des réponses efficaces aux causes profondes de l'exclusion sociale. C'est la poursuite du développement dans toutes ses dimensions qui doit guider notre action collective.

L'engagement du Brésil en faveur du développement durable est notre priorité absolue. Nos politiques publiques et notre action à l'étranger sont imprégnées de cet engagement. Par exemple, durant notre présidence de la Communauté des pays de langue portugaise, nous avons pris pour modèle le Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour guider notre action au sein de cette instance. Sur tous les fronts, le Brésil s'emploie à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

La lutte contre les changements climatiques est un élément incontournable de cette contribution. Nous sommes déterminés à appuyer l'Accord de Paris sur les changements climatiques. L'an dernier, au nom du Brésil, j'ai déposé notre instrument de ratification de l'Accord. Nous ne pouvons pas nous permettre de reporter à plus tard les mesures qui s'imposent en matière de lutte contre les changements climatiques. Nous devons agir maintenant.

Je suis fier de dire que mon pays fait œuvre de pionnier en ce qui concerne les économies à faible émission de carbone. Les sources d'énergie propre et renouvelable représentent plus de 40 % du portefeuille énergétique brésilien, soit trois fois plus que la moyenne mondiale. Nous jouons un rôle de chef de file en matière d'hydroélectricité et de bioénergie. Le Brésil est fier d'avoir la plus vaste couverture forestière tropicale du monde. La déforestation est une question qui nous préoccupe, surtout dans l'Amazonie. Nous avons attiré l'attention sur cette question et nous avons mobilisé des ressources pour la résoudre. Heureusement, les données de l'année passée signalent une réduction de plus de 20 % de la déforestation dans la région amazonienne. Nous sommes sur la bonne voie et nous y resterons.

Le commerce est un autre facteur important de développement. Nous sommes engagés en faveur de la mise en place d'un système commercial international ouvert et fondé sur des règles, avec au centre l'Organisation mondiale du commerce et son mécanisme de règlement des différends. À la prochaine Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui se tiendra à Buenos Aires en décembre, nous allons nous devoir de nouveau faire face à des problèmes persistants, qui ont surtout des incidences négatives sur les pays en développement. Nous devons faire des progrès en ce qui concerne l'accès des produits agricoles au marché et l'élimination des subventions agricoles, qui ont un effet pervers sur le commerce. Nous sommes convaincus qu'en agissant de concert, nous pourrions obtenir des résultats concrets. Tous ces efforts contribuent à la réalisation de notre objectif principal : garantir des possibilités pour tous, partout.

Demain, j'aurai l'honneur de signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Le Brésil fait partie des rédacteurs du Traité. Il s'agira d'un moment historique. Nous appelons de nouveau les puissances nucléaires à prendre des engagements supplémentaires en matière de désarmement. À cet égard, le Brésil s'exprime avec l'autorité d'un pays qui, malgré qu'il maîtrise la technologie nucléaire, a volontairement renoncé à acquérir des armes nucléaires. Le Brésil s'exprime avec l'autorité d'un pays dont la Constitution interdit l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins non pacifiques; un pays qui a été à l'origine du Traité de Tlatelolco qui, il y a un demi-siècle, a donné lieu à la dénucléarisation de l'Amérique latine et des Caraïbes; un pays qui, avec ses voisins sud-américains et africains, a fait de l'Atlantique Sud une zone exempte d'armes nucléaires; enfin, un pays qui, avec l'Argentine,

a mis en place un mécanisme binational de garanties nucléaires, qui est devenu une référence pour le monde entier.

Tout en nous félicitant de ce progrès que représente le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, force est de reconnaître que des problèmes très préoccupants subsistent dans le domaine de la paix et de la sécurité. Les essais nucléaires et de missiles effectués récemment sur la péninsule coréenne constituent une menace grave qui ne peut laisser aucun d'entre nous indifférent. Le Brésil condamne ces actes avec la plus grande fermeté. Nous devons rechercher d'urgence une solution pacifique à cette situation dont les conséquences sont inimaginables.

Au Moyen-Orient, les pourparlers entre Israël et la Palestine sont toujours au point mort. En tant que pays ami des Palestiniens et des Israéliens, le Brésil continue d'appuyer la solution de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières internationalement et mutuellement reconnues.

En Syrie, nous sommes toujours confrontés à un conflit aux conséquences humanitaires tragiques en dépit de la désescalade observée ces derniers mois. La solution au conflit en Syrie est essentiellement de nature politique et ne peut se faire attendre encore plus longtemps. De même, en Afghanistan, en Libye, au Yémen, au Mali et en République centrafricaine, des guerres ont causé des souffrances intolérables qui dépassent les frontières.

Il suffit de se rendre dans les camps des réfugiés et des déplacés en Iraq, en Jordanie, au Liban et au Kenya. Il suffit d'écouter les histoires de ceux qui ont perdu des pères, des mères, des fils et des filles. Ces familles sont prises dans des conflits insensés qui ne semblent pas avoir de limites, des conflits qui s'accompagnent de violations du droit humanitaire commises avec une fréquence inacceptable.

Le Secrétaire général a raison. Nous devons redynamiser les mécanismes de prévention des conflits. Qui dit prévention dit diplomatie. Qui dit prévention dit développement.

Il importe au plus haut point de reconnaître les liens qui existent entre la sécurité et le développement. C'est ce principe qui a guidé la participation du Brésil à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Alors que le mandat de la MINUSTAH touche à sa fin, la communauté internationale doit

maintenir son engagement envers le peuple haïtien. Le Brésil le fera à coup sûr.

En Amérique du Sud, la Colombie est en train de mettre fin à un conflit de plus de 50 ans. Le Brésil restera un partenaire engagé dans cet effort.

De Barcelone à Kaboul, d'Alexandrie à Manchester, nous assistons à des manifestations à répétition d'une violence lâche, qui nous rappellent sans cesse l'existence de ce fléau qu'est le terrorisme. Ce fléau, dont aucun pays n'est à l'abri, s'alimente de l'intégrisme et de l'exclusion. L'unité revêt une importance capitale à cet égard, en particulier compte tenu de la capacité du terrorisme à s'adapter à toutes les époques et à de nouveaux environnements. Nous ne nous laisserons pas effrayer par le terrorisme et nous ne le laisserons pas affaiblir notre foi dans la liberté et la tolérance.

Dans nombre de nos pays, la criminalité transnationale sape également la sécurité et à la tranquillité des individus et des familles. Ce n'est que par la coordination et la coopération que nous pourrons mener une lutte efficace contre la traite des personnes, le trafic d'armes et de drogues et le blanchiment d'argent. C'est dans cet esprit que le Brésil a organisé, en novembre 2016, une réunion ministérielle des pays sud-américains sur la sécurité aux frontières et c'est dans cet esprit que nous continuerons à coopérer avec les pays du monde entier pour lutter contre la criminalité organisée.

Malheureusement, les violations des droits de l'homme demeurent fréquentes dans le monde – aussi bien les violations des droits civils et politiques que les violations des droits économiques, sociaux et culturels. Nous devons faire en sorte que chaque individu puisse vivre dans la dignité, selon ses convictions et ses choix.

Le Brésil est un pays où les libertés sont profondément enracinées, qui a été construit et qui se construit toujours sur la base de la diversité – la diversité ethnique et culturelle, et la diversité des croyances et des idées. Plus que tout, c'est de cette diversité que nous tirons notre force en tant que nation. Nous rejetons le racisme, la xénophobie et toutes les autres formes de discrimination. Le Brésil est partie aux principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et membre de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et de la Cour pénale internationale. Nous avons adressé une invitation permanente aux rapporteurs spéciaux de l'ONU.

Aujourd'hui, nous avons l'une des lois relatives aux réfugiés les plus modernes au monde. Nous venons de mettre à jour notre loi sur l'immigration, sur la base du principe de l'accueil humanitaire. Nous avons accordé des visas humanitaires à des citoyens haïtiens et syriens et nous avons accueilli des milliers de migrants et de réfugiés en provenance du Venezuela.

La situation en matière des droits de l'homme continue de se détériorer au Venezuela. Nous sommes aux côtés du peuple vénézuélien, avec qui nous avons des liens fraternels. En Amérique du Sud, il n'y a plus de place pour d'autres options que la démocratie. C'est ce que nous avons déclaré dans le cadre du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et c'est un principe que nous continuerons de respecter.

Le Brésil passe par une phase décisive, porteuse de transformation. Grâce aux réformes structurelles engagées, nous sommes en train de surmonter une crise économique sans précédent. Nous sommes en train de rétablir l'équilibre budgétaire, et ce faisant, la crédibilité de notre économie. Nous sommes de nouveau en train de créer des emplois. Nous rétablissons la capacité de l'État à mettre en œuvre des politiques sociales indispensables dans un pays comme le nôtre. Nous avons appris cette règle élémentaire que nous appliquons dans la pratique : sans responsabilité budgétaire, la responsabilité sociale est une expression vide de sens. Le nouveau Brésil qui émerge de ces réformes est un pays plus ouvert au monde.

C'est cet esprit d'ouverture que nous apportons aux Nations Unies; au MERCOSUR; au Groupe des Vingt; au groupe de pays constitué par le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud; au groupe de pays constitué par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud; et à toutes les enceintes auxquelles nous participons. C'est l'attitude d'ouverture que nous avons adoptée à l'égard de tous nos partenaires dans notre région et au-delà.

L'Amérique du Sud est notre voisin immédiat. C'est la raison pour laquelle nous œuvrons pour la prospérité et la démocratie en Amérique du Sud. Nous nous employons à faire converger les processus d'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes. Un exemple révélateur à cet égard est le renforcement des liens entre le Marché commun du Sud et l'Alliance du Pacifique. Ensemble, les pays de ces deux groupes constituent un marché de près de 470 millions de personnes, qui représente plus de 90 % du produit intérieur brut de l'Amérique latine.

De son côté, l'Afrique est un continent auquel nous sommes liés par des liens historiques et culturels forts. L'Afrique est un continent sur lequel nous souhaitons renforcer les initiatives de coopération et les partenariats pour le développement. En ce qui concerne l'Europe, nous y cultivons des amitiés de longue date et nous efforçons de stimuler les échanges commerciaux et les investissements avec ce continent. De même, dans la région de l'Asie et du Pacifique – le pôle le plus dynamique de l'économie mondiale – nous avons intensifié nos relations avec les partenaires traditionnels et nouveaux. Nous avons également ouvert de nouveaux axes commerciaux avec l'Asie et le Pacifique.

Telle est notre politique étrangère – une politique étrangère véritablement universaliste. Et le fait est que l'Assemblée générale est l'enceinte universelle par excellence sur laquelle nous pouvons compter. Ici, nous avons tous accès à l'éventail de perspectives le plus large et le plus diversifié qui soit. Ici, nous trouvons les paramètres et les normes régissant une coexistence respectueuse. Et ici, nos nations renforceront leur union pour promouvoir le développement de nos peuples, la dignité de nos citoyens et la sécurité de notre planète.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Donald J. Trump, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Donald J. Trump, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Donald J. Trump, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Trump (*parle en anglais*) : Je souhaite la bienvenue à tous à New York. C'est un grand honneur pour moi d'être ici, dans ma ville natale, en tant

que représentant du peuple américain pour parler aux peuples du monde.

Alors que des millions de nos concitoyens continuent de subir les effets des ouragans dévastateurs qui ont frappé notre pays, je veux commencer par exprimer ma reconnaissance à tous les dirigeants présents dans cette salle qui ont offert leur assistance et leur aide. Le peuple américain est fort et résilient et il sortira de ces épreuves plus déterminé que jamais.

Heureusement, les États-Unis d'Amérique se portent très bien depuis l'élection du 8 novembre. La bourse est à un niveau historique et bat tous les records. Le chômage est à son plus bas niveau depuis 16 ans, et grâce aux changements apportés à nos réglementations ainsi qu'à d'autres réformes, il n'y a jamais eu autant d'actifs aux États-Unis qu'aujourd'hui. Les entreprises reviennent, créant une croissance de l'emploi que notre pays n'a pas connue depuis longtemps, et des dépenses de près de 700 milliards de dollars pour notre armée et notre défense viennent d'être annoncées. Notre armée sera bientôt plus forte que jamais.

Depuis plus de 70 ans, en temps de guerre comme en temps de paix, les dirigeants des nations, des mouvements et des différentes religions viennent à l'Assemblée. Comme eux, je voudrais revenir sur certaines des menaces très graves qui pèsent sur nous aujourd'hui, mais aussi sur l'énorme potentiel qui n'attend que d'être libéré. Nous vivons une époque riche en possibilités extraordinaires. Les avancées scientifiques, techniques et médicales permettent de guérir des maladies et de régler des problèmes que les générations passées pensaient incurables ou insolubles.

Mais chaque jour apporte également son lot de dangers qui menacent tout ce qui nous est cher et précieux. Les terroristes et les extrémistes sont de plus en plus forts et s'implantent dans toutes les régions de la planète. Des régimes voyous représentés au sein de cet organe non seulement soutiennent les terroristes, mais menacent aussi les autres pays et leurs populations avec les armes les plus destructrices jamais inventées par l'homme. Des puissances autoritaires cherchent à renverser les valeurs, les systèmes et les alliances qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, permettent de prévenir les conflits et de faire pencher le monde du côté de la liberté. Les réseaux du crime international se livrent au trafic de drogue, d'armes et à la traite des personnes; provoquent la dislocation et des migrations massives; et menacent nos frontières. Les nouvelles

formes d'agression exploitent la technologie pour menacer nos citoyens.

Pour parler simplement, nous nous réunissons à un moment d'immenses promesses mais aussi de grands dangers. C'est à nous seuls de décider si nous voulons mener le monde vers de nouveaux sommets ou le laisser sombrer dans un abîme de délabrement. Nous avons le pouvoir, si nous le voulons, de sortir des millions de personnes de la pauvreté, d'aider les citoyens à réaliser leurs rêves et de faire en sorte que les enfants de demain grandissent sans violence, sans haine et sans peur.

Cette institution a été fondée au lendemain de deux guerres mondiales pour contribuer à construire cet avenir meilleur. Elle repose sur l'idée que des nations très différentes peuvent coopérer pour protéger leur souveraineté, préserver leur sécurité et promouvoir leur prospérité. C'est à la même époque, il y a 70 ans exactement, que les États-Unis ont élaboré le Plan Marshall pour aider l'Europe à se reconstruire, sur la base des trois magnifiques piliers que sont la paix, la souveraineté et la sécurité, et la prospérité. Le Plan Marshall s'appuyait sur la noble idée que le monde entier est plus sûr quand les nations sont fortes, indépendantes et libres. Comme l'a dit le Président Truman dans son message au Congrès à l'époque, « Notre appui au relèvement européen s'inscrit dans la droite ligne de notre appui à l'ONU ».

La réussite de l'ONU dépend de la force individuelle de chacun de ses États Membres. Pour surmonter les dangers du présent et réaliser la promesse de l'avenir, nous devons commencer par la sagesse du passé. Notre réussite dépend d'une coalition de nations fortes et indépendantes qui épousent leur souveraineté pour promouvoir la sécurité, la prospérité et la paix pour elles-mêmes et pour le monde.

Nous n'attendons pas des pays, dans toute leur diversité, qu'ils partagent les mêmes cultures, les mêmes traditions ou les mêmes systèmes de gouvernance, mais nous attendons de toutes les nations qu'elles accomplissent deux devoirs souverains qui sont le respect des intérêts de leurs peuples et des droits de toutes les autres nations souveraines. C'est la merveilleuse vision de cette institution, sur laquelle reposent la coopération et le succès. Non seulement les nations souveraines fortes laissent les pays ayant des valeurs, des cultures et des rêves différents coexister, mais elles travaillent également côte à côte sur la base d'un respect mutuel. Les nations souveraines fortes laissent leurs peuples prendre leur avenir en main et maîtriser leur propre

destin. Les nations souveraines fortes permettent aux individus de s'épanouir dans la plénitude de la vie que Dieu leur destinait.

En Amérique, nous cherchons à ne pas imposer notre mode de vie à quiconque, mais plutôt à le laisser rayonner comme un exemple que tout le monde peut observer. Cette semaine, notre pays a une raison particulière d'être fier de l'exemple qu'il donne. Nous célébrons le 230^e anniversaire de notre chère Constitution, la plus ancienne Constitution toujours en usage aujourd'hui dans le monde. Ce document intemporel a été à la base de la paix, de la prospérité et de la liberté pour les Américains et pour des millions de personnes dans le monde dont les propres pays se sont inspirés de son respect de la nature humaine, de la dignité humaine et de la primauté du droit. La meilleure partie de la Constitution des États-Unis, ce sont les deux merveilleux mots par lesquels elle s'ouvre, à savoir « Nous, Peuple ». Des générations d'Américains se sont sacrifiées pour honorer la promesse de ces mots, la promesse de notre pays et de notre grande histoire. En Amérique, le peuple gouverne, le peuple dirige, et le peuple est souverain.

Je n'ai pas été élu pour prendre le pouvoir, mais pour donner le pouvoir au peuple américain, à qui il revient de droit. En affaires étrangères, nous renouvelons le principe fondateur de la souveraineté. Le premier devoir de notre gouvernement est un devoir envers son peuple, envers nos citoyens; celui de répondre à leurs besoins, de garantir leur sécurité, de préserver leurs droits et de défendre leurs valeurs. En tant que Président des États-Unis, je ferai toujours passer l'Amérique d'abord, tout comme les dirigeants des pays ici présents feront toujours et devraient toujours faire passer leurs pays d'abord. Tous les dirigeants responsables ont l'obligation de servir leurs propres citoyens, et l'État-nation demeure le meilleur moyen d'élever la condition humaine. Mais améliorer la vie de notre peuple nous oblige également à travailler ensemble en parfaite harmonie et dans l'unité pour créer un avenir plus sûr et pacifique pour tous. Les États-Unis seront à jamais un grand ami du monde, et en particulier de leurs alliés, mais nous ne pouvons plus laisser quiconque profiter de nous ou conclure des accords à sens unique dans lesquels les États-Unis n'obtiennent rien en retour.

Tant que je serai en fonction, je défendrai avant tout les intérêts de l'Amérique; mais en nous acquittant de nos obligations envers nos propres nations, nous savons aussi qu'il est dans l'intérêt de tout un chacun

de rechercher un avenir où toutes les nations puissent être souveraines, prospère et sûres. L'Amérique ne fait rien d'autre que de parler au nom des valeurs exprimées dans la Charte des Nations Unies. Nos citoyens ont payé de leur vie la défense de notre liberté et de la liberté de nombreuses nations représentées dans cette grande salle. L'engagement de l'Amérique se juge sur les champs de bataille, où nos jeunes, hommes et femmes, ont combattu et se sont sacrifiés aux côtés de nos alliés. Des plages de l'Europe aux déserts du Moyen-Orient et aux jungles d'Asie, même après que nous et nos alliés sommes sortis vainqueurs de la guerre la plus sanglante de l'histoire, l'Amérique n'a jamais cherché à étendre son territoire ou à imposer son mode de vie à d'autres, et elle aura toujours ce mérite. Au contraire, nous avons contribué à la fondation d'institutions telles que celle-ci pour défendre la souveraineté, la sécurité et la prospérité de tous.

C'est l'espoir que nous entretenons pour les diverses nations du monde. Nous voulons l'harmonie et l'amitié, et non le conflit et les troubles. Nous sommes guidés par les résultats, non par l'idéologie. Nous avons une politique de réalisme de principe enracinée dans des objectifs, des intérêts et des valeurs communs. Ce réalisme nous oblige à affronter une question qui se présente à chaque dirigeant et à chaque nation dans cette salle. C'est une question que nous ne pouvons pas éviter et à laquelle nous ne pouvons pas échapper. Allons-nous glisser sur la voie de la complaisance, indifférents aux défis, aux menaces et même aux guerres auxquels nous sommes confrontés, ou avons-nous assez de force et de fierté pour affronter ces dangers aujourd'hui afin que demain, nos citoyens puissent vivre dans la paix et dans la prospérité?

Si nous voulons permettre à nos citoyens de s'élever, si nous aspirons à ce que l'histoire approuve nos actes, nous devons alors accomplir nos devoirs souverains pour le peuple que nous représentons fidèlement. Nous devons protéger nos nations, leurs intérêts et leurs avenir. Nous devons rejeter les menaces à la souveraineté, de l'Ukraine à la mer de Chine méridionale. Nous devons défendre le respect du droit, le respect des frontières et le respect de la culture, ainsi que l'engagement pacifique qu'ils permettent. Et, tout comme les fondateurs de cet organe l'ont voulu, nous devons œuvrer de concert et affronter ensemble ceux qui menacent de nous plonger dans le chaos, les troubles et la terreur.

Le fléau de notre planète aujourd'hui, c'est un petit groupe de régimes voyous qui violent tous les principes sur lesquels l'Organisation des Nations Unies repose. Ils ne respectent ni leurs propres citoyens, ni les droits souverains de leurs pays. Si les justes, qui sont nombreux, n'affrontent pas les malfaisants, qui ne sont que quelques-uns, alors le mal triomphera. Lorsque les peuples et les nations respectables deviennent de simples spectateurs de l'histoire, les forces de la destruction ne font que grandir.

Personne n'a montré plus de mépris à l'égard d'autres nations et du bien-être de son propre peuple que le régime pervers en Corée du Nord. Il est responsable de la mort par inanition de millions de Nord-Coréens ainsi que de l'emprisonnement, de la torture, du meurtre et de l'oppression d'un nombre incalculable d'autres personnes. Nous avons tous été témoins des violences meurtrières du régime lorsqu'un innocent étudiant américain, Otto Warmbier, n'a été renvoyé en Amérique que pour y mourir quelques jours plus tard. Nous en avons été témoins avec l'assassinat du frère du dictateur, au moyen d'un agent neurotoxique interdit utilisé dans un aéroport international. Nous savons que le régime a enlevé une jeune Japonaise de 13 ans sur une plage de son propre pays pour la réduire à l'esclavage et se servir d'elle comme professeur de langue pour les espions de la Corée du Nord.

Et comme si tout cela n'était pas suffisamment tordu, la quête dangereuse d'armes nucléaires et de missiles balistiques de la Corée du Nord menace d'infliger au monde entier des pertes inimaginables de vies humaines. Il est scandaleux que certaines nations non seulement aient des relations commerciales avec un tel régime, mais arment, approvisionnent et appuient financièrement un pays qui met en péril le monde avec le spectre d'un conflit nucléaire. Aucune nation sur Terre n'a intérêt à voir cette bande de criminels acquérir des armes nucléaires et des missiles. Les États-Unis sont très forts et patients, mais s'ils sont obligés de se défendre ou de défendre leurs alliés, nous n'aurons d'autre choix que de détruire totalement la Corée du Nord. Rocket Man est en mission-suicide pour lui-même et pour son régime. Les États-Unis sont prêts et disposent de tous les moyens requis, mais j'espère que ce ne sera pas nécessaire. Voilà la raison d'être de l'ONU. Voilà pourquoi l'ONU a été créée. Voyons comment elle décide de procéder.

L'heure est venue pour la Corée du Nord de comprendre que la dénucléarisation est le seul avenir acceptable pour elle. Le Conseil de sécurité a récemment

adopté, à l'unanimité de 15 voix contre zéro, deux résolutions très dures contre la République populaire démocratique de Corée. Je tiens à remercier la Chine et la Russie d'avoir voté pour l'imposition de sanctions, aux côtés de tous les autres membres du Conseil de sécurité. Je remercie toutes les parties prenantes, mais nous devons faire beaucoup plus. L'heure est venue pour tous les pays d'œuvrer de concert afin d'isoler le régime de Kim jusqu'à ce qu'il cesse son comportement hostile.

Il n'y a pas que sur la Corée du Nord que nous devons prendre une telle décision. Il est plus que temps que les pays du monde s'élèvent contre un autre régime irresponsable – un régime qui parle ouvertement de massacres, et qui promet la mort de l'Amérique, la destruction d'Israël et la ruine de nombreux dirigeants et nations représentés dans cette salle aujourd'hui. Sous couvert de démocratie, le Gouvernement iranien masque une dictature corrompue. Il a transformé un pays prospère, doté d'une histoire et d'une culture riches, en un État voyou dont les ressources économiques sont épuisées et dont les principales exportations sont la violence, le sang et le chaos. De fait, ceux qui souffrent depuis le plus longtemps des agissements des dirigeants iraniens sont les Iraniens eux-mêmes. Plutôt qu'utiliser ses ressources pour améliorer la vie des Iraniens, le pays consacre ses recettes pétrolières à financer le Hezbollah et d'autres terroristes qui tuent des musulmans innocents et qui attaquent leurs pacifiques voisins arabes et israéliens.

Cette richesse, qui appartient de droit au peuple iranien, sert aussi à consolider la dictature de Bashar Al-Assad, à alimenter la guerre civile au Yémen et à saper les perspectives de paix dans l'ensemble du Moyen-Orient. Nous ne pouvons pas laisser un régime meurtrier poursuivre de telles activités déstabilisatrices tout en mettant au point de dangereux missiles. Et nous ne pouvons pas respecter un accord s'il sert à couvrir le développement, tôt ou tard, d'un programme nucléaire.

L'accord sur l'Iran est un des pires et des plus iniques marchés qu'aient jamais conclus les États-Unis. Franchement, cet accord est une honte pour les États-Unis – et je ne pense pas que l'Assemblée ait fini d'en entendre parler, croyez-moi. Il est temps que le monde entier se joigne à nous pour exiger que le Gouvernement iranien mette fin à sa quête mortifère et destructrice. Il est temps que le régime libère tous les citoyens des États-Unis et d'autres nations qu'ils ont injustement emprisonnés. Et par-dessus tout, le Gouvernement iranien doit cesser de soutenir les

terroristes, commencer à servir son peuple et respecter les droits souverains de ses voisins.

Le monde entier a compris que le peuple iranien voulait un changement et que, hormis l'immense puissance militaire des États-Unis, c'est du peuple iranien que ses dirigeants ont le plus peur. Voilà ce qui pousse le régime à restreindre l'accès à Internet, à démonter les antennes paraboliques, à tirer sur les étudiants non armés qui manifestent et à emprisonner les réformateurs politiques. Les régimes oppresseurs ne peuvent pas durer éternellement, et le jour viendra où le peuple devra faire un choix. Continuera-t-il sur la voie de la pauvreté, du sang versé et de la terreur, ou bien le peuple iranien renouera-t-il avec les fières racines de cette nation pour en faire un foyer de civilisation, de culture et de richesse où la population pourra de nouveau être heureuse et prospère?

L'appui du régime iranien à la terreur contraste nettement avec le fait que nombre de ses voisins se sont récemment engagés à lutter contre le terrorisme et à mettre fin à son financement. En Arabie saoudite, au début de l'année, j'ai eu l'immense honneur de prendre la parole devant les dirigeants d'une cinquantaine de nations arabes et musulmanes. Nous sommes convenus que tous les pays responsables devaient œuvrer de concert pour combattre les terroristes et l'extrémisme islamique qui les inspire. Nous mettrons un coup d'arrêt au terrorisme islamique radical parce que nous ne pouvons pas le laisser déchirer notre nation et, de fait, déchirer le monde entier.

Nous devons priver les terroristes de toute possibilité de refuge et de transit, de toute forme de financement et autre appui à leur idéologie funeste et abjecte. Nous devons les bouter hors de nos pays. L'heure est venue d'exposer au grand jour les pays qui soutiennent et financent les groupes terroristes tels qu'Al-Qaida, le Hezbollah, les Taliban et tous ceux qui massacrent des innocents, et de leur demander des comptes. Les États-Unis et leurs alliés collaborent dans tout le Moyen-Orient pour écraser ces minables terroristes et pour empêcher la réapparition des sanctuaires qu'ils utilisent pour lancer des attaques sur nos populations à tous.

Le mois dernier, j'ai annoncé une nouvelle stratégie qui nous donnera la victoire dans la lutte contre ce fléau en Afghanistan. À partir de maintenant, ce sont nos intérêts en matière de sécurité – et non des critères et calendriers arbitraires mis en place par des politiciens – qui dicteront la durée et l'ampleur des

opérations militaires. De plus, j'ai totalement modifié les règles d'engagement concernant notre combat contre les Taliban et d'autres groupes terroristes. En Syrie et en Iraq, nous avons progressé à pas de géant dans la voie qui mène à une défaite durable de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). En fait, au cours des huit derniers mois, notre pays a accompli davantage contre l'EIL qu'en plusieurs années.

Nous nous efforçons de parvenir à la désescalade du conflit syrien et à un règlement politique qui respecte la volonté du peuple syrien. Les agissements du régime criminel de Bashar Al-Assad, y compris l'emploi d'armes chimiques contre ses propres citoyens, y compris contre des enfants innocents, ont heurté la conscience de toute personne décente. Aucune société ne peut être en sécurité si on laisse des armes chimiques interdites se propager. Voilà pourquoi les États-Unis ont procédé à une frappe balistique contre la base aérienne d'où était partie cette attaque. Nous apprécions à leur juste valeur les efforts déployés par les organismes des Nations Unies qui fournissent une aide humanitaire vitale aux zones libérées de l'EIL. Nous remercions tout particulièrement la Jordanie, la Turquie et le Liban de leur rôle dans l'accueil des réfugiés du conflit syrien.

Les États-Unis sont une nation pleine de compassion, et ont dépensé des milliards et des milliards de dollars pour aider à financer cet effort. Nous voulons une politique de réinstallation des réfugiés qui soit conçue pour aider ceux qui ont été traités de façon horrible et pour leur permettre, à terme, de regagner leurs pays d'origine afin de participer aux processus de reconstruction. Pour le même prix que cela coûterait de réinstaller un réfugié aux États-Unis, nous pouvons en aider plus de 10 dans leur région d'origine. Par pure bonté de cœur, nous offrons une assistance financière aux pays d'accueil dans la région et nous appuyons les accords récents conclus au sein du Groupe des Vingt, qui vont permettre d'accueillir des réfugiés le plus près possible de leur pays d'origine.

Voilà une approche sûre, responsable et humanitaire. Depuis des décennies, les États-Unis font face à des problèmes de migration, ici, dans les Amériques. Nous avons appris que, sur le long terme, les migrations incontrôlées sont profondément injustes à la fois pour les pays d'origine et pour les pays d'accueil. Dans les pays d'origine, elles atténuent la pression nationale qui incite à procéder aux réformes politiques et économiques nécessaires et elle les vident du capital humain indispensable pour engager et mettre

en œuvre ces réformes. Pour les pays d'accueil, les coûts substantiels des migrations incontrôlées sont supportés principalement par les citoyens à faible revenu, dont les préoccupations sont souvent négligées par les médias et les gouvernements.

Je voudrais saluer le travail que fait l'ONU en essayant de s'attaquer aux problèmes qui poussent les gens à fuir leurs foyers. Les missions de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union africaine ont contribué de façon inestimable à la stabilisation des conflits en Afrique.

Les États-Unis restent le premier fournisseur d'aide humanitaire au monde, notamment pour ce qui est de la prévention des famines et des secours au Soudan du Sud, en Somalie, dans le nord du Nigéria et au Yémen. Nous avons investi dans l'amélioration de la santé et des opportunités dans le monde entier par le biais de programmes tels que le Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida, l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme, le Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale, le Fonds mondial pour mettre fin à l'esclavage moderne et l'Initiative de financement des femmes chefs d'entreprise, qui fait partie de notre engagement en faveur de l'autonomisation des femmes partout dans le monde.

Nous remercions également le Secrétaire général d'avoir reconnu que l'ONU devait se réformer si elle veut être un partenaire efficace pour faire face aux menaces qui pèsent sur la souveraineté, la sécurité et la prospérité. Trop souvent, l'Organisation met l'accent non pas sur les résultats, mais sur la bureaucratie et le processus. Dans certains cas, les États qui cherchent à détourner les nobles objectifs de cette institution ont pris en otage les systèmes qui sont censés les promouvoir. Par exemple, c'est une énorme cause d'embarras pour l'ONU que de voir des gouvernements qui violent de la façon la plus flagrante les droits de l'homme siéger au Conseil des droits de l'homme.

Les États-Unis sont l'un des 193 Membres de l'ONU, et pourtant nous payons 22 % de l'ensemble du budget, voire plus. En réalité, nous payons bien plus que ce l'on peut penser. Les États-Unis supportent un fardeau injuste, mais, en toute justice, si l'ONU pouvait réellement accomplir tous ses objectifs déclarés, en particulier l'objectif de la paix, cet investissement vaudrait vraiment la peine.

De nombreuses régions du monde sont en conflit, certaines s'acheminent même vers l'enfer, mais les

puissants dans cette salle, sous la direction et l'égide de l'ONU, peuvent résoudre nombre de ces problèmes dévastateurs et complexes. Le peuple américain espère que dans un avenir proche, l'ONU pourra être un défenseur beaucoup plus responsable et efficace de la dignité humaine et de la liberté dans le monde. En attendant, nous pensons qu'aucun pays ne doit avoir à supporter une part disproportionnée du fardeau, militairement ou financièrement.

Les pays du monde doivent jouer un rôle plus important dans la promotion de sociétés sûres et prospères dans leur propre région. C'est pourquoi, dans l'hémisphère occidental, les États-Unis se sont opposés au régime corrompu et déstabilisateur de Cuba et embrassé le rêve immuable du peuple cubain de vivre dans la liberté. Mon gouvernement a annoncé récemment que nous n'allions pas lever les sanctions contre le Gouvernement cubain tant qu'il n'aura pas entrepris des réformes de fond.

Nous avons également imposé des sanctions sévères et calibrées contre le régime socialiste de Maduro au Venezuela, qui a conduit un pays autrefois florissant au bord de l'effondrement total. La dictature socialiste de Nicolás Maduro Moros a infligé des douleurs et des souffrances terribles au bon peuple de ce pays. Ce régime corrompu a détruit un pays prospère en imposant une idéologie ratée qui a semé la pauvreté et la misère partout où elle a mise en pratique. Pire encore, Maduro a défié son propre peuple, en volant les pouvoirs des élus pour préserver son règne désastreux.

Le peuple vénézuélien a faim, le pays s'effondre. Ses institutions démocratiques sont en train d'être détruites. Cette situation est totalement inacceptable, et nous ne pouvons pas rester les bras croisés. En tant que voisin et ami responsable, nous avons, avec tous les autres, un objectif : aider les Vénézuéliens à retrouver la liberté, à recouvrer leur pays et à rétablir la démocratie.

Je voudrais remercier les dirigeants présents dans cette salle qui ont condamné le régime et qui fournissent un appui vital au peuple vénézuélien. Les États-Unis ont pris des mesures importantes pour que le régime rende des comptes. Nous sommes prêts à prendre d'autres mesures si le Gouvernement vénézuélien persiste à vouloir imposer un régime autoritaire au peuple vénézuélien.

Nous avons la chance d'avoir des relations commerciales extrêmement fortes et solides avec nombre des pays latino-américains réunis ici aujourd'hui. Ces

liens économiques constituent un fondement essentiel pour promouvoir la paix et la prospérité pour tous nos peuples et tous nos voisins. Je demande à tous les pays représentés ici aujourd'hui d'être prêts à faire davantage pour résoudre cette crise bien réelle. Nous appelons au plein rétablissement de la démocratie et des libertés politiques au Venezuela.

Le problème au Venezuela, ce n'est pas que le socialisme ait été mal mis en œuvre, mais que le socialisme a été mis en œuvre fidèlement. De l'Union soviétique à Cuba en passant par le Venezuela, à chaque fois que le vrai socialisme ou le vrai communisme a été adopté, il a semé la détresse, la dévastation et l'échec. Ceux qui prêchent les principes de ces idéologies discréditées ne font que contribuer aux souffrances continues des peuples qui vivent sous ces systèmes cruels. Les États-Unis sont aux côtés de chaque personne vivant sous un régime brutal. Notre respect de la souveraineté est également un appel à l'action.

Tous les peuples méritent un gouvernement qui s'occupe de leur sécurité, de leurs intérêts et de leur bien-être, y compris leur prospérité. Les États-Unis cherchent à resserrer leurs relations d'affaires et les liens commerciaux avec tous les pays de bonne volonté, mais ces échanges doivent être justes et doivent être réciproques. Pendant trop longtemps, le peuple américain s'est vu dire que les gigantesques accords commerciaux multinationaux, les tribunaux internationaux échappant à tout contrôle et les puissantes bureaucraties mondiales étaient le meilleur moyen de promouvoir son succès. Mais alors que ces promesses ont continué d'être faites, des millions d'emplois ont disparu et des milliers d'usines ont fermé. D'autres ont manipulé le système et enfreint les règles, et notre formidable classe moyenne, autrefois le socle de la prospérité américaine, a été oubliée et laissée pour compte. Mais elle n'est plus oubliée, et elle ne le sera jamais plus.

Les États-Unis d'Amérique continueront de coopérer et de commercer avec d'autres pays, mais nous renouvelons notre attachement au premier devoir de tout gouvernement : notre devoir vis-à-vis de nos citoyens. Ce lien est la source de la force de l'Amérique et de chaque pays responsable représenté ici aujourd'hui. Si l'Organisation veut avoir le moindre espoir de faire face avec succès aux défis auxquels nous sommes confrontés, cela dépendra, comme l'a dit le Président Truman il y a quelque 70 ans, de la force indépendante de ses Membres. Si nous voulons tirer parti des possibilités qu'offre l'avenir et surmonter les périls actuels ensemble, alors

rien ne peut remplacer des nations fortes, souveraines et indépendantes, des nations bien enracinées dans leur histoire et investies dans la construction de leur avenir, des nations qui cherchent des alliés, non des ennemis à conquérir et, surtout, des nations qui sont un vivier de patriotes, d'hommes et de femmes prêts à se sacrifier pour leurs pays, pour leurs compatriotes et pour ce qu'il y a de meilleur dans l'esprit humain.

Lorsque nous commémorons la grande victoire qui a conduit à la création de cette Organisation, nous ne devons jamais oublier que ces héros qui ont combattu le mal se sont aussi battus pour les nations qu'ils chérissent. C'est par patriotisme que les Polonais sont morts pour sauver la Pologne, que les Français se sont battus pour une France libre et que les Britanniques ont défendu avec force la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, si nous ne nous investissons pas corps et âme pour nos nations, si nous ne bâtissons pas des familles solides, des communautés sûres et des sociétés saines, personne ne le fera pour nous. Nous ne pouvons pas attendre que d'autres, des pays lointains ou des bureaucraties déconnectées du monde, le fassent pour nous. Nous ne le pouvons pas.

Il nous faut régler nos problèmes par nous-mêmes pour promouvoir notre prospérité et assurer notre avenir. Faute de quoi nous deviendrons vulnérables et la décadence, la domination et la défaite seront notre lot. La vraie question pour l'ONU aujourd'hui, pour les peuples du monde qui aspirent à une vie meilleure pour eux-mêmes et pour leurs enfants, c'est celle-ci : sommes-nous encore des patriotes? Aimons-nous assez nos pays pour protéger leur souveraineté et prendre en main leur avenir? Les chérissons-nous assez pour défendre leurs intérêts, préserver leurs cultures et garantir un monde pacifique pour leurs citoyens?

Un des plus grands patriotes américains, John Adams, a écrit que la Révolution américaine avait eu lieu avant même que la guerre n'éclate. Elle s'est produite dans les cœurs et les esprits. C'est alors que l'Amérique s'est réveillée, que nous avons regardé autour de nous et que nous avons compris que nous étions une nation. Nous avons pris conscience de ce que nous étions, de ce que nous chérissions, et de ce pour quoi nous étions prêts à donner notre vie. Depuis le tout début, l'histoire de l'Amérique est l'histoire de ce qui est possible lorsque les gens prennent en main leur destin. Les États-Unis d'Amérique ont été une des plus grandes forces au service du bien dans l'histoire du monde, et un des plus

grands défenseurs de la souveraineté, de la sécurité et de la prospérité pour tous.

Aujourd'hui, nous appelons au grand éveil des nations, à la renaissance de leur esprit, de leur fierté, de leurs peuples et de leur patriotisme. L'histoire nous demande si nous sommes à la hauteur de la tâche. Nous lui répondrons par une volonté, une détermination et un dévouement renouvelés. Il nous faut vaincre les ennemis de l'humanité et laisser toute la vie s'exprimer. Nous nourrissons l'espoir d'un monde fait de nations fières et indépendantes qui remplissent leurs obligations, recherchent l'amitié, respectent autrui et font cause commune dans l'intérêt bien compris de tous, d'un avenir de dignité et de paix pour les peuples de cette merveilleuse planète Terre. Voilà la vraie vision des Nations Unies, le désir ancestral de tous les peuples et l'aspiration profonde qu'abrite toute âme sacrée.

Alors faisons en sorte que notre mission soit celle-ci, et que notre message au monde soit celui-là : nous nous battons ensemble, ensemble nous nous sacrifions et ensemble nous défendons la paix, la liberté, la justice, la famille, l'humanité et le Dieu tout-puissant qui nous a créés tous.

Que Dieu bénisse les nations du monde, que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Donald J. Trump, Président des États-Unis, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance, suspendue à 10 h 45, est reprise à 10 h 50.

Allocution de M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Guinée.

M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Condé : C'est avec un grand honneur, en ma qualité de Président en exercice de l'Union africaine, que je prends la parole dans ce creuset du multilatéralisme pour m'adresser à l'Assemblée, réunie autour du thème « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée », un thème d'une pertinence particulière pour le continent.

D'emblée, Monsieur le Président, je tiens à vous exprimer mes chaleureuses félicitations suite à votre élection à la présidence de la l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Je ne doute point du dynamisme que vous imprimerez à nos travaux dans la perspective de renforcer l'action de votre prédécesseur, M. Peter Thomson, à qui nous rendons un vibrant hommage pour avoir fait de l'Afrique sa priorité, donnant ainsi une impulsion remarquable à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'Afrique, jadis subjuguée, corvéable et malléable à dessein, et marginalisée, s'est éveillée. Elle s'est redressée pour mener le combat du développement durable, de la justice et de la bonne gouvernance. Aujourd'hui plus que jamais, l'Afrique est décidée à prendre son destin en main avec la ferme détermination d'être l'acteur principal de son développement et de jouer pleinement son rôle dans la gestion des affaires internationales.

Certes, la tâche ne sera pas aisée, mais nous avons foi car nous avons la potentialité et les atouts nécessaires pour hisser notre continent au rang des plus grands sur la scène internationale. Dans cette optique, l'Afrique tend une main sincère et amicale à tous les partenaires de bonne volonté, consciente qu'il n'y a de bonheur véritable que lorsqu'il est partagé; qu'il n'y a de richesse que lorsqu'elle est équitablement répartie; qu'il n'y a de partenariat viable et porteur que lorsqu'il est d'égal à égal; qu'il n'y a de paix véritable que lorsqu'elle est inclusive; et qu'il n'y a de développement durable que lorsqu'il respecte et consolide la dignité des peuples.

L'interdépendance des défis auxquels l'humanité est confrontée nous impose un changement de paradigme dans nos perceptions et actions, notamment en ce qui concerne l'Afrique, dont les priorités doivent être appréhendées non par empathie, mais plutôt par pragmatisme, car il n'y a plus de destin isolé dans ce monde. Les flux massifs de réfugiés, les migrations à grande échelle, les catastrophes naturelles et les grandes pandémies qui interpellent aujourd'hui notre conscience collective constituent la triste illustration de cette réalité. Cette nouvelle approche devra mettre davantage

l'accent sur l'être humain et la restauration de sa dignité si nous voulons éradiquer la pauvreté et atteindre les objectifs du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. L'adoption du Programme 2030 au plan international et de l'Agenda 2063 au plan régional constitue une grande avancée dans notre lutte contre la pauvreté, pourvu que nous respections nos engagements.

Le retard de l'Afrique n'est pas une fatalité. L'Afrique a été le continent le plus dynamique au cours de cette dernière décennie. Selon les prévisions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, cette croissance se poursuivra en dépit de la chute des prix des matières premières, fixés en dehors du continent et dont nos économies restent fortement dépendantes. Face à cette situation, nous devons diversifier nos économies, et les rendre plus résilientes, à travers davantage d'investissements dans les secteurs véritablement porteurs de croissance durable, tels que l'agriculture, les infrastructures, les technologies de la communication et de l'information, et l'énergie.

L'industrialisation et la transformation structurelle auxquelles l'Afrique aspire sont tributaires de notre accès à l'énergie, mais surtout de l'intégration économique du continent, à travers la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale, prélude au marché commun africain. La soif de prospérité des Africains, portée avec beaucoup de dynamisme et d'énergie par sa jeune population, est appréhendée avec vigueur par les dirigeants africains qui ont décidé de consacrer le thème de l'année 2017 de l'Union africaine à la jeunesse et de proclamer la période 2018-2027 « Décennie africaine pour la formation et l'emploi des jeunes dans les domaines technique, professionnel et entrepreneurial ».

L'Union africaine s'est résolument engagée à trouver des solutions pérennes aux nombreux défis auxquels les jeunes sont confrontés, en vue de faire de cette couche sociale, qui représente 70 % de notre population, le véritable moteur du développement de notre continent. Cela constitue le gage de la stabilité, de la sécurité, de la paix et du développement harmonieux et durable de notre planète. Aussi, je n'aurai de cesse de plaider en faveur de l'initiative africaine visant au recrutement, à la formation et au déploiement de deux millions d'agents de santé communautaires sur l'ensemble du continent. J'appelle la communauté internationale à soutenir cette initiative qui permettra à la fois de créer des emplois décents, de prévenir les pandémies, et d'assurer le bien-être de nos populations.

L'Afrique a décidé de se prendre en charge et de parler désormais d'une seule voix pour trouver des solutions pérennes à ses problèmes. La désignation de chefs d'État champions permet aujourd'hui à l'Union africaine de parler d'une seule voix sur les questions essentielles. Nous avons entamé un processus de réforme institutionnel pour renforcer l'efficacité de notre organisation, rationaliser son action, raffermir son autonomie politique, économique et financière, lui permettant ainsi de jouer un rôle d'avant-garde sur la scène internationale.

La décision de Kigali visant à prélever 0,2 % sur les importations éligibles en vue du financement de l'Union africaine participe de cette volonté de l'Afrique d'assumer ses responsabilités. Dans la même veine, nous sommes déterminés à œuvrer pour l'extinction des foyers de tensions en Afrique, par la promotion du dialogue et de solutions africaines. Nous exhortons la communauté internationale à inscrire son action dans ce credo, notamment en Libye, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, ou encore au Burundi, où certaines initiatives parallèles inhibent le retour de la stabilité. L'Afrique ne doit plus rester en marge des décisions qui la concernent. Pour ce faire, elle entend œuvrer à la mise en place d'une architecture institutionnelle internationale capable d'opérer les changements légitimement attendus par nos peuples.

Le Conseil de sécurité, qui a la responsabilité primaire du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, ne reflète plus les réalités actuelles. Comment comprendre que l'Afrique, qui constitue la troisième puissance démographique du monde, ne soit pas représentée à un niveau approprié au sein du Conseil de sécurité, alors que 70 % des questions qui y sont débattues concernent l'Afrique? Il est temps de réparer cette injustice qui n'a que trop duré. Nous réaffirmons la pertinence de la position commune africaine telle que contenue dans le Consensus d'Ezulwini. Nous exigeons l'élargissement du Conseil de sécurité dans les deux catégories de membres, dont deux sièges permanents et un total de cinq sièges non permanents pour l'Afrique, choisis par l'Union africaine. Aussi, à défaut de l'abolition du veto, les nouveaux membres permanents du Conseil de sécurité devront avoir les mêmes prérogatives et privilèges que les membres actuels.

Dans la gestion des crises et conflits qui affectent l'Afrique, l'Union africaine privilégie l'approche régionale. Le partenariat entre l'ONU et l'Union

africaine doit en cela s'inscrire dans une dynamique de renforcement des capacités d'action des régions, seules à même de mieux comprendre les causes profondes des crises et conflits, et de leur trouver des solutions idoines. À cet égard, la résolution 2359 (2017), adoptée en 2017, relative au déploiement de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel constitue un jalon important vers la concrétisation du partenariat que nous ambitionnons sur les questions de paix et de sécurité en Afrique. Je voudrais renouveler notre appel en vue de la mobilisation effective des ressources indispensables à l'opérationnalisation de cette force.

L'Union africaine ne ménagera aucun effort pour faire face à sa responsabilité de contribuer à hauteur de 25 % au financement des opérations de maintien de la paix en Afrique mandatées par le Conseil de sécurité, dans la perspective de faire taire les armes à l'horizon 2020. Nous nous réjouissons en cela de la vision du Secrétaire général, M. António Guterres, mettant au cœur de son action la quête de la paix, en accordant une attention particulière à la diplomatie préventive.

L'Union africaine adhère totalement à l'approche privilégiant la prévention, la médiation, la promotion du dialogue et des solutions politiques pacifiques et la consolidation de la paix, car moins coûteuse que les opérations de maintien de la paix dont l'efficacité suscite beaucoup d'interrogations. Nous encourageons l'élan de réforme engagé par M. Guterres, notamment la restructuration de l'architecture de paix et de sécurité, tout en rappelant qu'une réforme globale de l'ONU, pour qu'elle soit viable et effective, doit être inclusive de tous les États Membres qui doivent pouvoir apporter leurs contributions, à travers les processus intergouvernementaux dédiés.

S'agissant du terrorisme et de l'extrémisme violent, l'Union africaine condamne avec la plus grande fermeté les actes barbares qui ont frappé le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigéria, le Royaume-Uni, l'Espagne, la France, l'Iran, et réitère sa profonde sympathie et sa solidarité aux gouvernements et aux peuples affectés par ces crimes odieux. L'Union africaine estime que seule une coopération internationale accrue, notamment dans l'échange d'informations et de renseignements, permettra de faire face à ce fléau et de tarir ses sources de financement. Il va sans dire que nos objectifs ne seront pleinement atteints que si des efforts supplémentaires sont déployés pour éradiquer la pauvreté, l'exclusion et la radicalisation. On ne peut espérer vaincre définitivement le terrorisme qu'en

mettant fin à la pauvreté, car le terrorisme fleurit sur la pauvreté, d'où la nécessité pour l'Afrique de maîtriser l'énergie et de développer ses infrastructures en vue d'assurer son développement inclusif.

Comment rester silencieux face aux supplices quotidiens du peuple palestinien, victime de l'occupation? L'Union africaine réitère son soutien indéfectible au peuple martyr de Palestine dans sa lutte légitime pour la réaffirmation de son droit inaliénable à l'indépendance. L'Afrique demeure convaincue que toute solution viable et durable au conflit israélo-palestinien passe nécessairement par la création de deux États vivant côte à côte, en toute sécurité dans des frontières sûres et internationalement reconnues, sur la base de celles d'avant 1967.

Aussi nous demeurons profondément préoccupés par la situation qui prévaut dans la péninsule coréenne et nous appelons toutes les parties à la retenue. Nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une dénucléarisation totale de la péninsule, conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le XXI^e siècle sera sans doute un siècle où les Africains vont davantage compter et de façon décisive, car il y a un sentiment de plus en plus marqué chez les dirigeants et la jeunesse africaine que l'heure du renouveau est venue. Les femmes et les jeunes africains sont déterminés à écrire une nouvelle page de l'histoire de l'humanité. Donnons-leur cette opportunité, ou ils la prendront d'eux-mêmes. Ensemble, construisons donc une mondialisation plus humaine et plus positive. Rendons notre planète plus sûre et préservons-la. Pour ce faire, le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris sur les changements climatiques nous servent de cadre de référence; œuvrons à leur mise en œuvre effective.

Je ne saurais terminer sans lancer un appel pressant à la communauté internationale pour une meilleure assistance à la Sierra Leone, affectée par une des pires catastrophes naturelles de son histoire. Nous exprimons une nouvelle fois notre compassion et notre solidarité au peuple et au Gouvernement de ce pays frère.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Guinée de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de poursuivre, je voudrais demander aux représentants de faire un effort pour garder le silence dans la salle de l'Assemblée générale afin de ne pas interrompre les débats et par courtoisie envers les autres délégations. Je compte sur les personnes présentes pour qu'elles coopèrent et qu'elles maintiennent l'ordre et le calme dans cette salle, conformément à la dignité et la bienséance attendues des membres de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la Confédération suisse.

M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

M^{me} Leuthard : Je souhaite exprimer mes sincères condoléances au Gouvernement et aux citoyennes et citoyens de la Dominique, ainsi qu'aux régions des Caraïbes qui souffrent de la destruction par les ouragans. La Suisse va soutenir la région.

Oui, depuis l'an 2000, l'humanité a fait des progrès remarquables dans la lutte contre ces fléaux majeurs que sont la faim, l'extrême pauvreté et les difficultés d'accès à l'éducation. Mais la famine affecte toujours 800 millions de personnes dans le monde et, toutes les 10 secondes, un enfant meurt de malnutrition, sans compter les autres défis à relever : les changements climatiques, les inégalités planétaires, les conflits et les catastrophes humanitaires, mais aussi les déplacements forcés et les migrations. Aucun pays, aucun acteur sur la scène mondiale n'est en mesure de trouver, seul, les réponses aux défis d'aujourd'hui. Ils sont trop grands. Ils sont trop complexes. Ils transcendent les frontières. Et ils concernent l'ensemble de la communauté internationale.

Nous avons donc besoin d'un forum où nous pouvons nous rencontrer. Nous avons besoin d'un forum où nous pouvons élaborer des solutions et en suivre la mise en œuvre. Nous avons besoin d'un acteur

possédant la légitimité nécessaire pour contribuer à la mise en œuvre de ces solutions sur le terrain.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Je voudrais rappeler l'Article 1 de la Charte des Nations Unies. Le but des Nations Unies est de maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin, de prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix. Des mesures collectives, et non individuelles. Parce que je suis une patriote et parce que, en ma qualité de Présidente de la Suisse, je défends les intérêts de mon pays, je pense que nous avons besoin d'un système multilatéral fort. Nous avons besoin d'une ONU forte.

(l'oratrice reprend en français)

Autrement dit : nous avons besoin de l'ONU, et nous avons besoin d'une ONU forte. Qu'il faille encore le rappeler à l'heure actuelle est un signe qui doit nous alerter! Pour préserver et renforcer la capacité d'action de l'ONU, il faut poursuivre sans relâche l'effort d'investissement. La Suisse s'y emploie activement. Les investissements dans des thématiques de fond sont une priorité absolue. Il est important que nous placions au cœur des activités de l'ONU les thèmes qui auront, demain comme aujourd'hui, une importance fondamentale.

À cet égard, les États Membres de l'ONU ont posé d'importants jalons ces dernières années. Je pense au Programme de développement durable à l'horizon 2030, à l'Accord de Paris sur les changements climatiques ou à la volonté de transférer des ressources de la gestion de l'après-conflit vers la prévention, afin d'intensifier les activités de pérennisation de la paix. Dans ces domaines, il s'agit de progresser vers les objectifs fixés. Le Programme 2030 offre, à cet égard, un bon exemple. Son succès se mesurera à l'aune de sa réalisation.

Des mesures importantes ont également été prises au sein de l'ONU. La Suisse salue en particulier les réformes du système des Nations Unies que le Secrétaire général, M António Guterres, s'emploie à mener à bien dans les trois domaines que sont la paix et la sécurité, le développement et la gestion.

S'agissant de la paix et de la sécurité, la Suisse soutient la priorité que le Secrétaire général accorde à la prévention, et ce, pour une raison bien simple : quand un conflit éclate, le prix à payer – sur les plans humanitaire, économique et financier – est bien plus élevé que les coûts des activités de prévention. Pour

renforcer la prévention des conflits, il est essentiel de promouvoir les droits de l'homme. La Suisse invite tous les États à soutenir l'appel du 13 juin, qui demande que les droits de l'homme soient au cœur de la prévention des conflits. L'accroissement des capacités de médiation constitue un autre moyen important de les prévenir. Par ailleurs, le Groupe mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, lancé à l'initiative de la Suisse, a proposé hier, ici à New York, des mesures devant permettre de mieux prévenir les conflits liés à l'eau. L'ONU et les organisations régionales peuvent jouer un rôle majeur à cet égard.

La Suisse s'engage activement en faveur de la non-prolifération et de l'élimination complète des armes nucléaires, dont l'utilisation aurait des conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire. Elle est convaincue que seuls des négociations et un processus diplomatique permettront de trouver une issue au problème sécuritaire que pose la crise nucléaire dans la péninsule coréenne.

La confiance est un autre aspect important. Pour qu'un acteur puisse prendre des mesures de prévention efficaces, il a besoin qu'on lui fasse confiance. Pour l'ONU, cela signifie que la qualité du partenariat établi avec l'État hôte concerné et sa population est d'une importance primordiale. Or, l'exploitation et les atteintes sexuelles brisent ce lien de confiance. C'est pourquoi la Suisse soutient l'action menée par le Secrétaire général contre toute forme d'abus sexuels et d'actes d'exploitation sexuelle commis par des membres du personnel de l'ONU en mission sur le terrain. Dans le cadre de son engagement sur cette question, la Suisse contribuera au Fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

Concernant le système des Nations Unies pour le développement, nous saluons la proposition d'encourager davantage les initiatives communes des différentes entités de l'Organisation.

Qu'il me soit permis d'évoquer, à titre d'exemples, deux domaines où nous devons faire face à de grands défis : les migrations et la numérisation.

Fin 2016, le nombre de personnes déplacées à travers le monde a atteint un niveau sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. La majorité d'entre elles a été déplacée dans son propre pays. En Europe, par exemple, nous devons réussir, en matière de migration, à trouver une solution qui soit fondée sur la solidarité entre les pays, et nous devons stabiliser

la situation politique en Libye. La Suisse s'emploie à ce que le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières porte non seulement sur les défis mais aussi sur les opportunités que génèrent les migrations au niveau international. Le chemin à parcourir est encore long. Il est nécessaire que tous les États participent à cette action. Nous sommes heureux de pouvoir contribuer concrètement à son succès grâce à l'intervention de notre représentant permanent à New York en tant que co-facilitateur du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Un autre défi d'actualité est l'avènement du numérique, qui transforme de manière fulgurante le monde. Il constitue une grande opportunité, mais aussi un défi à dimension transfrontalière. Des thèmes comme l'accès de tous à Internet, l'impact de la numérisation sur le développement durable, mais aussi la cybersécurité doivent être traités de concert. Le douzième Forum sur la gouvernance d'Internet, que la Suisse accueillera à Genève en décembre 2017, offrira l'occasion de discuter de ces questions.

Pour préserver la capacité d'action de l'ONU, nous devons également investir dans les processus, car l'ONU se distingue autant par ses domaines d'action que par ses méthodes de travail. Un mode de gestion efficace et moderne est nécessaire pour assurer la robustesse du système des Nations Unies. Les réformes dans le domaine de la gestion sont donc indispensables.

Dans notre monde interconnecté, le dialogue est essentiel. Le dialogue demande du temps et l'implication de toutes les parties. Il faut le mener sur une base large et associer tous les acteurs pertinents. Il apparaît, par exemple, que le dialogue politique entre les États n'est pas suffisant, lorsqu'il s'agit de lutter contre le changement climatique. Les événements météorologiques extrêmes, comme les ouragans, montrent clairement que l'accord de Paris sur les changements climatiques doit être mis en œuvre rapidement. Les scientifiques estiment que si rien n'est fait, les phénomènes de cette nature seront une nouvelle réalité avec laquelle il faudra composer. Le secteur privé, dont le rôle en matière d'innovation, de progrès et de développement est essentiel, participe par exemple à l'élaboration de solutions, en concertation avec le monde scientifique et la sphère politique. La diplomatie scientifique et les échanges avec les scientifiques nous permettent de prendre les bonnes décisions. En tant que responsables politiques, nous devons fonder nos décisions sur des faits établis.

La Suisse est fermement convaincue de l'intérêt d'investir dans un système multilatéral qui fonctionne bien, et en particulier dans une ONU performante. Face aux défis actuels, et dans le monde interconnecté qui est le nôtre, le chacun pour soi n'est pas une option envisageable.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la Confédération suisse de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République slovaque.

M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kiska (*parle en anglais*) : D'emblée, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence. Je suis convaincu que sous votre houlette, l'Assemblée générale saura faire avancer rapidement et avec succès ses travaux.

Chaque minute qui passe, à l'heure même où je m'adresse à l'Assemblée générale, 12 enfants meurent de faim et plus d'une centaine naissent dans l'extrême pauvreté. Des dizaines d'entre eux meurent de maladies évitables, que nous sommes en mesure de guérir depuis des décennies, et il est de notre responsabilité à nous qui sommes dans cette salle de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider.

Bien souvent, les défis auxquels nous faisons face ne requièrent pas des stratégies complexes ou des montants astronomiques. Ils exigent seulement que nous fassions preuve, des deux côtés, de détermination et d'un véritable leadership : ceux qui peuvent aider

doivent renoncer à l'ignorance et à l'égoïsme, et ceux qui reçoivent l'aide doivent placer l'être humain au cœur de leurs priorités.

C'est pourquoi je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir choisi un thème aussi approprié pour la session de cette année de l'Assemblée générale que celui de « Priorité à l'être humain – paix et vie décente pour tous sur une planète préservée ». De fait, il n'est pas de plus grande responsabilité pour nous, dirigeants politiques, que de prendre soin de la planète et de servir ses habitants. Édifier une société sûre, saine, prospère et juste pour tous n'est pas qu'une ambition. C'est notre devoir. C'est la raison pour laquelle nos concitoyens nous confient le pouvoir d'agir en leur nom et d'utiliser les ressources limitées que nos sociétés produisent.

Notre attachement à des principes communs, notre souci de tenir nos promesses, notre capacité d'obtenir des résultats sont les trois piliers essentiels de tout service public qui se respecte, et il n'est pas de plus grand ennemi de nos efforts pour faire une réelle différence dans le monde que l'égoïsme, l'ignorance ou les intérêts nationaux ou personnels étriqués. Le respect des principes de la paix et de la sécurité est essentiel pour que tous nos peuples puissent vivre dans la dignité. Ces principes ont été au cœur même de l'Organisation dès sa création. La première et la plus importante responsabilité qui nous incombe à nous, dirigeants et membres de l'Organisation des Nations Unies, est de respecter ces principes et valeurs, de les appliquer et de sanctionner ceux qui les violent.

Pourtant, aujourd'hui encore, beaucoup trop de personnes meurent dans des conflits insensés ou sont contraints au déplacement du fait de la violence. Les immenses tragédies humaines, les dégâts matériels causés par les conflits armés et la crise des réfugiés accaparent des ressources qui sont si nécessaires pour le développement économique et social. Cette réalité sanglante de notre époque est un rappel douloureux de notre ignorance et de notre égoïsme.

Chaque année, après ce rassemblement, nous rentrons chez nous. Toutefois, il y a plus de 60 millions de personnes qui n'ont nulle part où rentrer – des gens qui ont dû tout abandonner pour survivre et pour échapper à la pauvreté ou aux horreurs de la guerre. Ces gens ne demandent pas grand-chose. Ils veulent juste avoir un endroit où vivre, élever leurs enfants et prospérer aux côtés de leurs proches. Nous devons faire en sorte que ces gens se sentent à nouveau chez eux.

La façon dont nous traitons notre propre peuple est tout aussi importante pour la paix et la sécurité internationales que la façon dont nous nous traitons les uns les autres. Les constatations récentes selon lesquelles le régime d'Al-Assad en Syrie a utilisé des armes chimiques contre ses propres citoyens doivent nous inquiéter tout autant que les atrocités commises à Raqqa, à Mossoul et dans nombre d'autres endroits. Toutes ces horreurs illustrent le peu de respect accordé à la vie humaine et au principe même de l'humanité, notamment en cas de jeux de pouvoir. Notre détermination à agir quand les principes sur lesquels repose l'ONU sont en jeu représente souvent le dernier espoir pour ceux qui attendent désespérément notre aide, pris au piège d'une violence mortelle, dans les ruines de leurs maisons.

Nous constatons que la poursuite des intérêts à courte vue entraîne une propagation de l'instabilité, ce qui porte atteinte aux efforts collectifs en faveur de la paix et de la sécurité. L'objectif central de la Charte des Nations Unies, qui vise à assurer la coexistence pacifique entre les nations, est mis en péril par la poursuite d'objectifs égoïstes par les soi-disant sphères d'influence – une expression prétentieuse trop souvent utilisée à mauvais escient pour couvrir des atteintes à l'ordre international et justifier le non-respect de la souveraineté des États. C'est un jeu dangereux aux conséquences tragiques et imprévues. Nous pouvons le constater également en Europe : l'Ukraine, la Géorgie et la Moldova connaissent toutes le prix de la paix. Elles sont toutes bien conscientes des conséquences néfastes des atteintes à leur souveraineté par un voisin agressif – un voisin qui pense que les règles ne s'appliquent pas à lui.

Par conséquent, nous ne devrions pas être surpris lorsque des situations échappent à tout contrôle et causent des torts graves et irréparables aux personnes, aux pays et à notre planète. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à l'une des pires menaces à la paix et à la sécurité internationales de l'histoire récente : la Corée du Nord brandit ouvertement la menace des armes nucléaires devant le monde entier. Un tel mépris de la vie humaine ne saurait être toléré. J'exhorte le régime nord-coréen à mettre fin à ses activités visant à mettre au point des armes de destruction massive et à s'engager de nouveau sur la voie du dialogue et de l'instauration de la paix dans la péninsule coréenne.

Nous devons faire preuve d'un engagement collectif en faveur de l'esprit même de la Charte des Nations Unies. L'Organisation doit défendre fermement

ses principes et le but pour lequel elle a été créée. Certains d'entre nous ont une responsabilité particulière à cet égard au niveau régional ou international. Il n'y a pas de place pour les jeux géopolitiques ou les gains économiques au détriment de notre sécurité collective. Des millions de vies humaines en jeu.

Nous vivons à l'époque la plus prospère de l'histoire de l'humanité. Nous disposons tous d'outils et de ressources suffisants pour aider chaque être humain sur cette planète à vivre dans la dignité, à l'abri de la peur et de la faim. Toutefois, il y a un défi qui mettra à l'épreuve notre capacité à diriger et à agir collectivement, à réaménager et à réinventer nos sociétés et nos modes de vie. Nous commençons à voir et à ressentir les conséquences redoutables de nos actions sur l'environnement. Qu'il s'agisse d'inondations qui ne se produisaient qu'une fois tous les 100 ans mais qui arrivent de plus en plus fréquemment, d'ouragans qui frappent plus fort qu'avant ou de sécheresses dévastatrices qui obligent les gens à abandonner leurs maisons, de telles catastrophes ne sont pas des avertissements de changements climatiques à venir : ce sont des phénomènes naturels puissants qui font désormais partie du nouvel environnement dans lequel nous vivons.

L'adoption, l'an dernier, de l'Accord de Paris sur les changements climatiques a été une expression sans précédent de notre volonté collective de relever les défis liés aux changements climatiques auxquels nos sociétés sont confrontées. On s'en souviendra probablement comme d'un effort sans précédent consenti par notre génération pour atténuer les conséquences de notre impact sur l'environnement. Ce sera peut-être notre legs ultime : une chance pour nos enfants de s'adapter à cet environnement qui a changé et d'y vivre dans le bonheur et la sécurité.

Notre attachement à des principes communs, l'honnêteté de tenir nos promesses et notre capacité à obtenir des résultats dans ce domaine sont plus importants que jamais. L'argent ni aucun intérêt économique à court terme ne pourrait compenser les dégâts irréversibles qui s'ensuivraient si nous n'agissons pas collectivement pour changer notre comportement irresponsable. Le prix de cette ignorance au niveau de la planète sera beaucoup plus élevé que n'importe quel prix que nous ayons déjà eu à payer par le passé.

La Slovaquie est consciente qu'il faut mener une action collective de toute urgence. Durant notre présidence de l'Union européenne l'an dernier, nous

avons milité en faveur de la ratification rapide de l'Accord de Paris. Je confirme aujourd'hui que nous mettrons en œuvre toutes les mesures nécessaires au niveau national pour nous acquitter de nos obligations, car l'Accord de Paris doit être appliqué intégralement.

L'Organisation nous a bien servis pendant des décennies. Elle a fait face à de lourds défis – elle a pu en relever certains avec brio, et a parfois échoué face à d'autres. Toutefois, elle représente le meilleur que nous ayons jamais eu; elle a des succès innombrables à son actif et jouit d'une autorité mondiale bien méritée. Il existe de nombreux problèmes urgents dans le monde d'aujourd'hui qu'on ne pouvait pas envisager lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée. Qui aurait imaginé que les changements climatiques seraient l'une des questions les plus importantes dont l'ONU serait saisie? Et pourtant, nous avons prouvé que nous pouvons relever ces défis. Il serait toutefois naïf de penser qu'en appliquant les mêmes vieilles procédures, nous pouvons aboutir à de nouveaux résultats et résoudre des problèmes nouveaux et imprévus. Tout comme d'autres organisations, nous devons nous adapter à l'évolution de la situation, et je suis convaincu que nous en sommes capables. Toutefois, je voudrais insister pour dire que tandis que nous nous efforçons à procéder à des réformes pour être plus efficaces, les principes fondamentaux mêmes des Nations Unies doivent être respectés sans exception.

Pour réussir, il nous faut tous agir comme des dirigeants responsables. Nous devons renoncer à notre égoïsme national et nous départir de notre ignorance. Nous devons défendre les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et être honnêtes les uns avec les autres en tenant nos promesses et en produisant des résultats, en paroles ou en actes, parce que nous n'avons pas de tâche plus noble que d'être au service de nos peuples et de tout faire pour qu'ils puissent vivre en paix, dans la dignité et la prospérité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République slovaque de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérale du Nigéria.

M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Muhammadu Buhari, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Buhari (*parle en anglais*) : Au nom de mon pays, le Nigéria, je vous félicite, Monsieur le Président, de votre élection, ainsi que M. Guterres à l'occasion de sa première intervention à l'Assemblée générale en sa qualité de Secrétaire général. Je les assure tous les deux de la solidarité et de la coopération de mon pays. Ils auront en effet besoin de la coopération de tous les États Membres, au vu de l'époque troublée et extrêmement dangereuse au cours de laquelle nous nous réunissons. Je voudrais aussi remercier l'ancien Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour les services qu'il a rendus à l'ONU et lui souhaiter une retraite paisible.

Nous avons été les témoins de profonds changements au cours de l'année écoulée. Entre autres faits les plus importants survenus durant cette période, il y a notamment l'accord sur le nucléaire iranien, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et la crise nucléaire nord-coréenne, qui est source de vive préoccupation.

Je dois aussi saluer le rôle joué par l'ONU qui aide des milliers de civils innocents pris au piège de conflits en Syrie, en Iraq et en Afghanistan à se réinstaller. En particulier, nous devons tous remercier le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et nous féliciter de l'excellent leadership de la Chancelière Angela Merkel, et remercier également les Gouvernements italien, grec et turc pour l'aide qu'ils fournissent à des centaines de milliers de réfugiés.

Dans un geste de solidarité exemplaire, la communauté internationale a uni ses efforts dans ma propre région pour aider les pays et les communautés du Sahel et du bassin du lac Tchad à contenir les menaces posées par Al-Qaida et Boko Haram.

Nous remercions le Conseil de sécurité de s'être rendu dans les pays du bassin du lac Tchad en

vue d'y évaluer la situation en matière de sécurité et les besoins humanitaires, ainsi que de s'être engagé à fournir une assistance pour reconstruire les vies et les moyens de subsistance dans la région. Au Nigéria, nous fournissons des secours et une assistance humanitaire à des millions de personnes déplacées et à celles affectées par le terrorisme, la sécheresse, les inondations et autres catastrophes naturelles.

Au cours de l'année écoulée, la communauté internationale s'est rassemblée pour se consacrer à la nécessité de veiller à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des jeunes et à l'inclusion sociale, ainsi qu'à la promotion de l'éducation, de l'esprit d'initiative et de l'innovation. Les frontières de la bonne gouvernance, de la démocratie, y compris la tenue d'élections libres et régulières, et la consécration de l'état de droit, sont en train d'être repoussées partout, y compris en Afrique.

Notre foi dans la démocratie reste ferme et inébranlable. Notre organisation régionale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, a uni ses efforts pour défendre les principes démocratiques en Gambie, tout comme nous l'avions fait auparavant en Côte d'Ivoire.

Grâce aux efforts déployés au niveau national, les institutions publiques sont en train d'être renforcées afin de promouvoir l'application du principe de responsabilité, de lutter contre la corruption et de recouvrer les avoirs. Mais ces objectifs ne pourront être atteints que si la communauté internationale accepte de coopérer et de fournir une assistance critique et un appui matériel crucial. Il nous faut aussi coopérer pour lutter contre la montée de la criminalité transnationale, comme le travail forcé, l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et la cybercriminalité.

Ces efforts de coopération doivent être soutenus. Nous devons concevoir ensemble des stratégies et mobiliser les réponses nécessaires pour empêcher les combattants de l'État islamique d'Iraq et du Levant en fuite de se « transformer » et de traverser les frontières pour gagner le Sahel et le bassin du lac Tchad, où les ressources sont insuffisantes et la capacité de réponse faible. Cela nécessitera une coopération resserrée entre les Nations Unies et les organisations régionales, comme l'Union africaine, en matière de prévention et de gestion des conflits. L'ONU doit continuer d'assumer la responsabilité première du maintien de la paix et de la sécurité internationales en fournissant, de façon prévisible et durable, un financement adéquat et d'autres

habilitants aux initiatives régionales et aux opérations de maintien de la paix autorisées par le Conseil de sécurité.

Les nouveaux conflits ne doivent pas nous faire oublier les vieux conflits non résolus, qui se poursuivent. Par exemple, plusieurs résolutions adoptées par le Conseil de sécurité en 1967 concernant la crise au Moyen-Orient ne sont toujours pas appliquées. Dans l'intervalle, la souffrance du peuple palestinien et le blocus de Gaza se poursuivent. En outre, nous sommes maintenant confrontés à une situation humanitaire et des droits de l'homme désespérée au Yémen et, hélas, dans l'État rakhine, au Myanmar. La crise au Myanmar rappelle ce qui s'est passé en Bosnie en 1995 et au Rwanda en 1994.

La communauté internationale ne peut garder le silence et ne pas condamner les atroces souffrances causées, comme tout semble l'indiquer, par un programme, soutenu par l'État, de dépopulation brutale des régions du Myanmar habitées par la minorité rohingya sur la base de leur ethnie ou de leur religion. Nous appuyons pleinement l'appel lancé par le Secrétaire général au Gouvernement du Myanmar afin qu'il ordonne l'arrêt du nettoyage ethnique et garantisse le retour dans leurs foyers des Rohingyas déplacés, dans la sûreté et la dignité.

Dans toutes ces situations de crise, les premières victimes sont les civils, dont les plus vulnérables sont les femmes et les enfants. C'est pourquoi le thème du débat général – Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée – est très pertinent. Alors que la communauté internationale est aux prises avec ces conflits, nous devons être attentifs et mettre l'accent sur les inégalités grandissantes au sein des sociétés et sur le fossé entre les nations riches et pauvres. Ces inégalités et ce fossé font partie des causes profondes de la concurrence pour l'accès aux ressources, de la frustration et de la colère qui sont à l'origine d'une instabilité galopante.

La menace la plus pressante à la paix et à la sécurité internationales est l'accélération du programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord. Depuis la crise des missiles cubains en 1962, la menace d'une guerre nucléaire n'avait pas été aussi proche. Le Nigéria propose qu'une solide délégation de l'ONU établisse d'urgence des contacts avec le dirigeant nord-coréen. Cette délégation, dirigée par le Conseil de sécurité, doit comporter des membres de toutes les régions. La crise sur la péninsule coréenne souligne l'urgence que tous les États Membres, guidés par leur volonté de bâtir

un monde plus sûr et pacifique, ratifient sans tarder le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui sera ouvert à la signature ici dès demain.

Je termine mon propos en réitérant l'attachement profond du Nigéria aux buts et principes qui sont les fondements de l'ONU. Depuis notre admission en tant qu'État Membre en 1960, nous avons toujours participé à tous les efforts visant à réaliser la paix, la sécurité et le développement mondiaux. Le Nigéria continuera d'appuyer tous les efforts de l'ONU, notamment la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérale du Nigéria de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Miloš Zeman, Président de la République tchèque

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République tchèque.

M. Miloš Zeman, Président de la République tchèque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Miloš Zeman, Président de la République tchèque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Zeman (*parle en anglais*) : Lorsque j'étais encore relativement jeune, j'ai été profondément influencé par deux livres: *La fin de l'histoire et le dernier homme*, de Francis Fukuyama, et *Le choc des civilisations*, de Samuel Huntington. Le livre de Fukuyama décrivait un monde nouveau, une utopie nouvelle dans laquelle tous les pays avaient le même système politique basé sur une démocratie libérale parlementaire – un rêve agréable, mais rien de plus. Quant à Huntington, il était réaliste et cynique. Il prédisait simplement l'apparition progressive de conflits entre les diverses civilisations. Au fait, dans un article qu'il a publié dans *Foreign Affairs*, il parle également des frontières sanglantes de l'Islam.

Ainsi, nous avons aujourd'hui un nouveau type de civilisation – que je devrais appeler anti-civilisation – qui est apparu au cours des deux ou trois dernières décennies. Le trait caractéristique de cette civilisation est le fait qu'elle est basée sur la terreur et rien de plus. Nous sommes témoins de ces actes de terrorisme dans toute l'Europe et au-delà. Nous présentons nos condoléances, nous exprimons notre solidarité avec les victimes des actes terroristes, nous organisons des protestations et des manifestations, mais malheureusement, nous hésitons encore à combattre avec nos pleins pouvoirs cette anti-civilisation terroriste. J'admets qu'il y a un an, j'ai critiqué l'ONU (voir A/71/PV.12) pour son incapacité à définir le mot « terrorisme ».

La situation a évolué. Depuis 70 ans, nous n'avons pas pu définir le terme « terrorisme ». En revanche, j'apprécie énormément l'action du Secrétaire général et la création récente du Bureau des Nations Unies contre le terrorisme, qui représente un pas raisonnable vers un moyen pragmatique de lutter contre le terrorisme mondial. L'Assemblée doit savoir que 38 – je dis bien 38 – organismes et institutions de lutte contre le terrorisme ont été créés sous l'égide de l'ONU. Trente-huit – bonté divine! Je suis convaincu que plus nous créons ce type d'institutions, plus les mouvements terroristes sont à même de prospérer. Ce qu'il nous faut, c'est un bureau unique et robuste chargé de la lutte contre le terrorisme, doté de tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire, pour combattre le terrorisme, et qui repose sur l'Article 47 de la Charte des Nations Unies. Je salue la nomination de M. Voronkov, que j'ai rencontré hier. Je suis sûr qu'il sera en mesure de régler les problèmes qui contribuent au terrorisme islamique dans le monde.

M. Hilale (Maroc), Vice-Président, assume la présidence.

Je voudrais aborder l'autre terme de cette équation, à savoir la migration. La migration est provoquée en

partie par les agissements des terroristes, comme on l'a vu en Syrie et en Iraq. D'un autre côté, la migration est également liée au terrorisme, puisque certains jihadistes se font passer pour des migrants. En Europe comme ailleurs, ils créent des cellules dormantes, encouragent les loups solitaires, etc. J'entends bien ceux qui disent que nous devons accueillir les migrants, mais mon opposition découle du fait que les migrations massives depuis les pays africains et autres représentent une fuite de cerveaux. En quittant leur pays, les personnes jeunes et en bonne santé – principalement des hommes – entraînent un affaiblissement du potentiel du pays concerné. Tous ceux qui accueillent des migrants en Europe admettent que la fuite des cerveaux est une réalité et qu'elle contribue au retard chronique de ces pays. Ce que nous devons faire, c'est aider ces pays en leur fournissant de l'électricité, des hôpitaux, des écoles et des ressources en eau, afin de stabiliser la population nationale, mais pas soutenir la migration.

Pour terminer, je tiens à dire que la guerre contre le terrorisme doit être fondée sur un optimisme historique et sur la conviction qu'un jour viendra où nous vaincrons. À Barcelone, le peuple espagnol a déclaré ne pas avoir peur, et Franklin Roosevelt avait proclamé qu'il était nécessaire de vivre à l'abri de la peur. C'est pourquoi je voudrais citer une phrase de Martin Luther, qui me semble exprimer l'optimisme historique de la plus belle manière : « Si l'on m'apprenait que la fin du monde est pour demain, je planterais quand même un pommier. »

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République tchèque de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Miloš Zeman, Président de la République tchèque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 12 h 5.